



MINISTÈRE DU PLAN  
ET DE LA COORDINATION DE L'AIDE  
AU DÉVELOPPEMENT

# RAPPORT DE SUIVI

DES ASSIGNATIONS DU  
MINISTÈRE DU PLAN ET DE  
LA COORDINATION DE L'AIDE  
AU DÉVELOPPEMENT

Janvier, Février et Mars  
2026



RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE





MINISTÈRE DU PLAN  
ET DE LA COORDINATION DE L'AIDE  
AU DÉVELOPPEMENT

# Sommaire.



Sigle et abréviations ----- Pg 03

# 01. Contexte, justification et méthodologie

Pg 06

# 02. Activités phares réalisées au premier trimestre 2026

Pg 08

2.1. Objectif Stratégique Sectoriel 1 : Renforcer les capacités  
institutionnelles et managériales du Ministère -----

Pg 08

2.2. Objectif Stratégique Sectoriel 2 : Améliorer la  
planification du développement -----

Pg 08

2.3. Objectif Stratégique Sectoriel 3 : Améliorer la  
programmation et budgétisation des investissements  
publics ainsi que la promotion des investissements privés et  
du partenariat au développement -----

Pg 11

# 03. Suivi des assignations

Pg 17





# Avant-propos

Le présent Rapport de suivi des assignations du Ministère du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement rend compte des actions menées au cours du premier trimestre de l'exercice 2026 dans le cadre de la mise en œuvre de la mise en œuvre des orientations du Gouvernement de la République.

Dans un contexte marqué par la poursuite des réformes structurelles engagées sous la haute impulsion de Son Excellence Monsieur le Président de la République, Chef de l'État, et sous la coordination de Son Excellence Madame la Première Ministre, Cheffe du Gouvernement, le Ministère du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement a poursuivi ses efforts afin de consolider les instruments de planification, renforcer l'efficacité de l'action publique et améliorer la coordination des interventions de développement.

Le premier trimestre 2026 a été particulièrement marqué par des avancées significatives dans plusieurs domaines stratégiques. Parmi ces avancées figurent notamment la finalisation de la Politique Nationale du Secteur de la Planification (PONASEP), appelée à constituer le cadre de référence des interventions du secteur pour les années à venir, la relance effective du processus du Deuxième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH2), ainsi que la mobilisation historique des partenaires techniques et financiers ayant permis de sécuriser les ressources nécessaires à sa mise en œuvre.

Au cours de la même période, le Ministère a poursuivi son accompagnement des provinces dans l'élaboration et l'actualisation de leurs Plans de Développement Provinciaux, renforçant ainsi l'ancrage territorial de la planification du développement. Les efforts ont également porté sur la production des statistiques économiques et sociales indispensables à la prise de décision, notamment à travers la publication des résultats de l'Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages (ECVM 2024).

Par ailleurs, un accent particulier a été mis sur le suivi de la mise en œuvre du Programme de Développement Local des 145 Territoires (PDL-145T), programme emblématique du Gouvernement visant à réduire les inégalités territoriales et à rapprocher les services sociaux de base des populations. Les missions de terrain effectuées dans plusieurs provinces ont permis d'évaluer l'état d'avancement des infrastructures réalisées, d'identifier les défis persistants et de formuler des recommandations en vue d'accélérer l'exécution des travaux.

Le présent rapport traduit également la volonté du Ministère de renforcer la culture de résultats, de redevabilité et de transparence dans la conduite de l'action publique. À travers le suivi régulier des assignations, il offre une lecture objective de l'état d'avancement des réformes et projets prioritaires, tout en mettant en évidence les résultats obtenus, les contraintes rencontrées ainsi que les mesures correctives envisagées.

En mettant à la disposition des Hautes Autorités du pays cet outil de pilotage et d'aide à la décision, le Ministère du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement réaffirme son engagement à contribuer, aux côtés des autres institutions de la République, à la mise en œuvre efficace du Programme d'Actions du Gouvernement (PAG 2024-2028), à l'atteinte des objectifs du Plan National Stratégique de Développement (PNSD 2024-2028) et à la réalisation de la vision de transformation de la République Démocratique du Congo à l'horizon 2050. En ma qualité de premier Responsable du Ministère, je tiens à exprimer ma gratitude à tous ceux qui ont contribué, sous quelque forme que ce soit, à l'élaboration de ce Rapport.



**Guylain NYEMBO MBWIZYA**  
Ministre d'État,  
Ministre du Plan et de la Coordination  
de l'Aide au Développement



# Sigles et abréviations

<b>AEP</b>	: Agences d'Exécution du Programme
<b>ANAPI</b>	: Agence Nationale pour la Promotion des Investissements
<b>ASBL</b>	: Association Sans But Lucratif
<b>BAD</b>	: Banque Africaine de Développement
<b>BCC</b>	: Banque Centrale du Congo
<b>BCECO</b>	: Bureau Central de Coordination
<b>BCR</b>	: Bureau Central de Recensement
<b>BFU</b>	: Bourse familiale pour les ménages avec enfants
<b>BISP</b>	: Bulletin d'Information des Secteurs Productifs
<b>CAD</b>	: Coordination de l'Aide au Développement
<b>CAFI</b>	: Initiative pour la Forêt d'Afrique Centrale
<b>CCOAD</b>	: Comité de Coordination et d'Orientation de l'Aide au Développement
<b>CDMT</b>	: Cadre des Dépenses à Moyen Terme
<b>CENACOF</b>	: Centre National de Coordination de la Formation au développement
<b>CESCN</b>	: Commission des Etudes Statistiques et des Comptes Nationaux
<b>CFEF</b>	: Cellule d'exécution des Financements en faveur des Etats Fragiles
<b>CGPMP</b>	: Cellule de Gestion des Projets et des Marchés Publics
<b>CONA</b>	: Comité Opérationnel National
<b>CONAPO</b>	: Comité National de Population
<b>COSEP</b>	: Direction de la Coordination des Structures d'Etudes et Planification
<b>CPBISP</b>	: Comité Permanent de collecte des données statistiques pour la rédaction des Bulletins d'Information des Secteurs Productifs
<b>CPPo</b>	: Comité Provincial de Population / Comités Provinciaux de Population
<b>CPCM</b>	: Comité Permanent de Cadrage Macroéconomique
<b>CTCPM</b>	: Cellule Technique de Coordination et de Planification Minière
<b>CTSP</b>	: Comité Technique de Suivi du Programme de Développement Local des 145 Territoires
<b>DAF</b>	: Direction Administrative et Financière
<b>DANTIC</b>	: Direction des Archives et Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
<b>DCRE</b>	: Direction de la Coordination des Ressources Extérieures
<b>DCS</b>	: Direction de Contrôle et Suivi
<b>DEP</b>	: Direction d'Etudes et Planification
<b>DEME</b>	: Direction des Etudes Macroéconomiques
<b>DGDA</b>	: Direction Générale des Douanes et Accises
<b>DGDSP</b>	: Direction Générale de Développement et Suivi des Performances
<b>DI</b>	: Direction des Infrastructures
<b>DPB</b>	: Direction de Programmation et Budgétisation
<b>DPR</b>	: Direction de la Planification Régionale
<b>DPRH</b>	: Direction de la Population et des Ressources Humaines
<b>DSP</b>	: Direction des Secteurs Productifs
<b>DSS</b>	: Direction des Secteurs Sociaux
<b>ECVM</b>	: Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages
<b>EDS-RDC III</b>	: Troisième Enquête Démographique et de Santé de la République Démocratique du Congo
<b>EMAPE</b>	: Exploitation Minière Artisanale et à Petite Echelle
<b>ENABEL</b>	: Agence Belge de Développement
<b>ENP</b>	: Etudes Nationales Prospectives





<b>ETD</b>	: Entité Territoriale Décentralisée
<b>EUP</b>	: Etablissement d'Utilité Publique
<b>FMI</b>	: Fonds Monétaire International
<b>FONAREDD</b>	: Fonds National pour la Réduction des Emissions dues à la Déforestation et à la Dégradation des Forêts
<b>GCN-HDP</b>	: Groupe de Coordination de l'Approche Nexus Humanitaire-Développement-Paix
<b>GCP</b>	: Groupe de Coordination des Partenaires
<b>GIB</b>	: Groupes Inter-Bailleurs
<b>GIE</b>	: Groupe d'Intérêt Economique
<b>GIP</b>	: Gestion des Investissements Publics
<b>GIZ</b>	: Coopération Internationale Allemande
<b>GTS</b>	: Groupes Thématiques Sectoriels
<b>HDP</b>	: Humanitaire-Développement-Paix
<b>INS</b>	: Institut National de la Statistique
<b>IPC</b>	: Indice des prix à la consommation des ménages
<b>ITIE</b>	: Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives
<b>MCS</b>	: Matrice de Comptabilité Sociale
<b>MeSAG</b>	: Mécanisme de Suivi des Actions Gouvernementales
<b>MICS</b>	: Enquête par grappes à indicateurs multiples
<b>MODA</b>	: Analyser la pauvreté monétaire et multidimensionnelle des enfants en RDC
<b>OCC</b>	: Office Congolais de Contrôle
<b>OCDD</b>	: Observatoire Congolais de Développement Durable
<b>ODD</b>	: Objectifs de Développement Durable
<b>OSS</b>	: Objectifs Stratégiques Sectoriels
<b>ONG</b>	: Organisations Non Gouvernementales
<b>PAAJ-LO12</b>	: Projet d'Appui à l'Atteinte des Jalons de la deuxième Lettre d'Intention
<b>PAG</b>	: Programme d'Actions du Gouvernement
<b>PAP</b>	: Plan d'Actions Prioritaires
<b>PAP-SP</b>	: Plan d'Actions Prioritaires du Secteur de la Planification
<b>PARI-TACS</b>	: Programme d'Appui à la Redevabilité, à l'inclusion et Assistance Technique à la Société Civile
<b>PDL</b>	: Plan de Développement Local
<b>PDL-145T</b>	: Programme de Développement Local des 145 Territoires
<b>PDP</b>	: Plan de Développement Provincial
<b>PGAI</b>	: Plateforme de Gestion de l'Aide et des Investissements
<b>PIP</b>	: Programme d'Investissements Publics
<b>PIPP</b>	: Programme d'Investissements Publics Provincial
<b>PMI</b>	: Project Management Institute – Institut de Gestion de Projet
<b>PNA</b>	: Politique Nationale de l'Aide
<b>PNE</b>	: Politique Nationale d'Evaluation
<b>PNP</b>	: Politique Nationale de Population
<b>PNSD</b>	: Plan National Stratégique de Développement
<b>PNUD</b>	: Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>PNV</b>	: Plan National de Volontariat
<b>PONASEP</b>	: Politique Nationale du Secteur de la Planification
<b>PPBSE</b>	: Planification, Programmation, Budgétisation, Suivi et Évaluation
<b>PPM</b>	: Plan de Passation des Marchés
<b>PPP</b>	: Partenariat Public-Privé



<b>PRONAREC-II</b>	: Deuxième Programme National de Renforcement des Capacités
<b>PTBA</b>	: Plan de Travail Budgétisé Annuel
<b>PTF</b>	: Partenaires Techniques et Financiers
<b>PTO</b>	: Plan de Travail Opérationnel
<b>PV</b>	: Procès-Verbal
<b>RAP</b>	: Rapport Annuel de Performance
<b>REPP</b>	: Rapport d'Evaluation des Politiques Publiques
<b>RDC</b>	: République Démocratique du Congo
<b>RGPH2</b>	: Deuxième recensement général de la population et de l'habitat
<b>SACGT</b>	: Secrétariat d'Appui à la Coordination des Groupes Thématiques
<b>SCN</b>	: Système de Comptabilité Nationale
<b>SENAREC</b>	: Secrétariat National pour le Renforcement des Capacités
<b>SISAG</b>	: Système d'Information pour le Suivi des Actions Gouvernementales
<b>SNV</b>	: Secrétariat National du Volontariat
<b>STP-CCE</b>	: Secrétariat Technique Permanent du Comité de Conjoncture Economique
<b>TCEI</b>	: Tableau des Comptes Economiques Intégrés
<b>TDR</b>	: Termes de référence
<b>UA</b>	: Union Africaine
<b>UC-PPP</b>	: Unité de Conseil et de Coordination du Partenariat Public-Privé
<b>UNFPA</b>	: Fonds des Nations Unies pour la Population
<b>UNICEF</b>	: Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
<b>USD</b>	: Dollar américain



# 01 Contexte, justification et méthodologie



1. Le Ministère du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement dispose d'une feuille de route et d'un Plan de Travail Budgétisé Annuel (PTBA) pour l'exercice 2026. Ces outils opérationnels s'inscrivent logiquement dans la mise en œuvre du Programme d'Actions Prioritaires du Secteur de la Planification (PAP-SP), qui découle des travaux d'élaboration et de validation technique de la Politique Nationale du Secteur de la Planification (PONASEP) 2024-2028.
2. Le présent rapport vise à partager les résultats des actions réalisées au premier trimestre 2026. Il décline chaque action (réforme ou projet) prévue par le Ministère, en présentant les livrables attendus, la période prévue, les indicateurs de suivi, les cibles fin 2026, le taux de réalisation, les résultats obtenus, la solution aux écarts négatifs, un aperçu des activités réalisées et les observations éventuelles.
3. Son élaboration tient compte de trois Objectifs Stratégiques Sectoriels (OSS) ci-après, chacun correspondant à un programme spécifique du Ministère :
  - OSS1 : Renforcer les capacités institutionnelles et managériales du Ministère (pour le **Programme Administration Générale**) ;
  - OSS2 : Améliorer la planification du développement (pour le **Programme Etudes et Planification du Développement**) ;
  - OSS3 : Améliorer la programmation et budgétisation des investissements publics ainsi que la promotion des investissements privés et du partenariat au développement (pour le **Programme Investissements et Promotion du Partenariat au Développement**).
4. Pour rassembler les informations nécessaires à la rédaction de ce rapport, chaque cellule du Cabinet du Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement a dû travailler avec les directions organiques et les structures sous-tutelle. La liste de ces directions et structures est reprise en annexe.
5. Le texte est organisé autour de deux grandes sections. La première décrit quelques activités phares réalisées par le Ministère au premier trimestre 2026, et la deuxième présente le tableau de suivi des activités.



**MINISTÈRE DU PLAN  
ET DE LA COORDINATION DE L'AIDE  
AU DÉVELOPPEMENT**

# 02 Activités phares réalisées au premier trimestre 2026

6. Sept activités phares ont été réalisées au premier trimestre 2026, à savoir :
- L'élaboration de la Politique du secteur de la planification ;
  - La relance du processus de deuxième recensement général de la population et de l'habitat (RGPH2) ;
  - La production des statistiques économiques et sociales ;
  - La poursuite de l'accompagnement des Provinces dans l'élaboration de leurs Plans de Développement ;
  - La structuration et la constitution d'un portefeuille de projets en partenariat public-privé (PPP).
  - La publication de la circulaire fixant les orientations spécifiques pour l'élaboration des prévisions des dépenses en capital pour l'exercice 2027 ;
  - Le suivi de la mise en œuvre du Programme de Développement Local des 145 Territoires (PDL-145T).

## 2.1. Objectif Stratégique Sectoriel 1 : Renforcer les capacités institutionnelles et managériales du Ministère

7. **L'élaboration de la Politique du secteur de la planification.** Le Ministère du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement vient de boucler l'élaboration de sa propre Politique sectorielle. Cette dernière, sous l'appellation de Politique Nationale du Secteur de la Planification (PONASEP), sera présentée récemment au Conseil des Ministres pour sa validation politique.

## 2.2. Objectif Stratégique Sectoriel 2 : Améliorer la planification du développement

8. **La relance du processus de deuxième recensement général de la population et de l'habitat (RGPH2).** Ce recensement fournira au pays des données fiables pour la planification ainsi que la définition

et le suivi des politiques publiques. Après la cartographie pilote organisée en 2025, il est prévu la cartographie générale en 2026. Une Table ronde de bailleurs des fonds, organisée le 23 mars 2026 par le Ministère du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement et présidée par le Chef de l'Etat, a permis au Gouvernement de la République de mobiliser près de 200 millions USD pour le RGPH2, sur un montant de 192 millions USD initialement prévu. Ce financement est sécurisé par plusieurs partenaires techniques et financiers (Banque Mondiale, BAD, UNFPA, UNICEF et autres).



- 9. La production des statistiques économiques et sociales.** Après la publication officielle des résultats de l'Enquête Démographique et de Santé (EDS-RDC III) le 13 février 2025, le Ministère du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement a présenté et publié les résultats de l'Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages (ECVM 2024), au cours d'une cérémonie officielle organisée le 12 février 2026 à Kinshasa.





### 10. La poursuite de l'accompagnement des Provinces dans l'élaboration de leurs Plans de Développement.

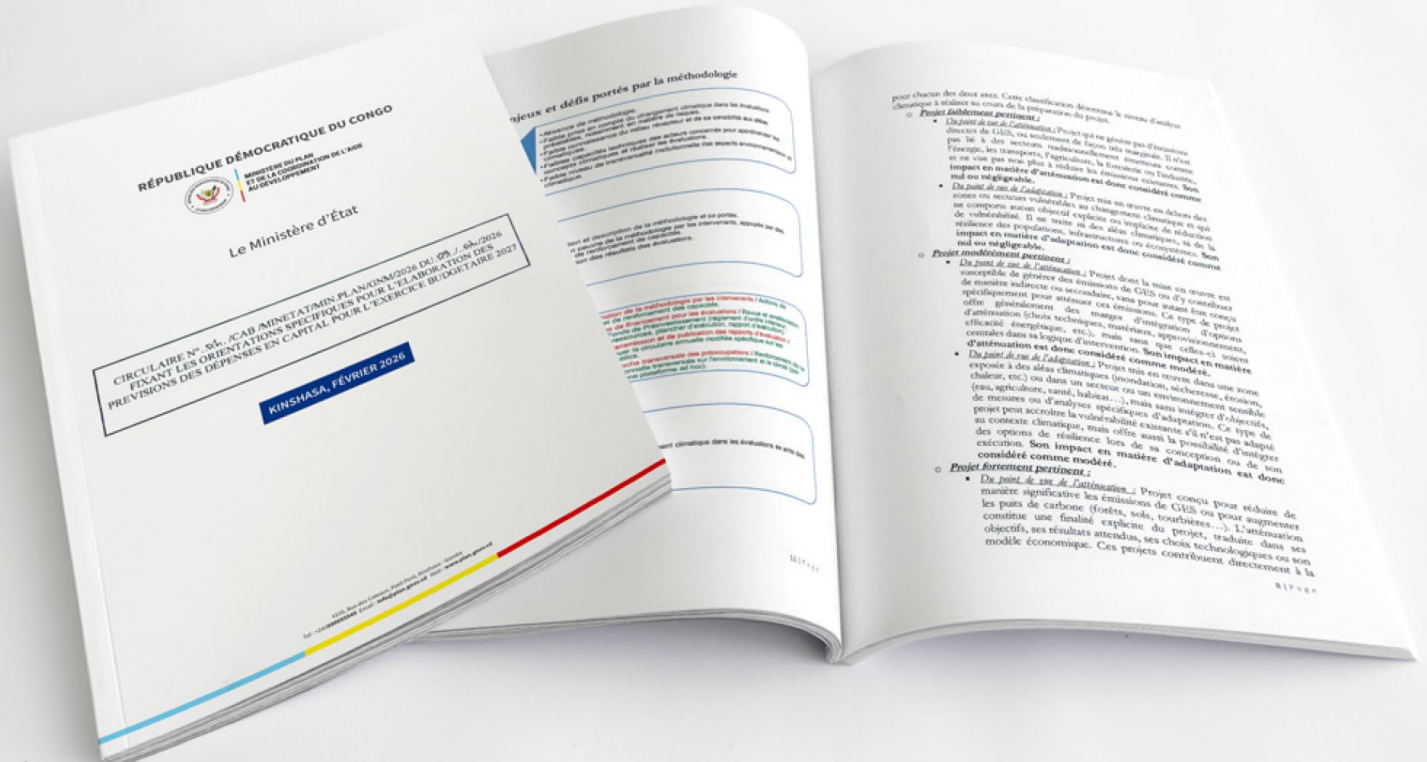
Au premier trimestre 2026, le Ministère du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement a accompagné les provinces du Kasai Oriental (financement de ENABEL), du Kasai (financement dans le cadre du programme PARI-TACS) et du Haut-Katanga (appui de ENABEL et UNICEF), essentiellement pour actualisation de leurs PDP et PAP. Ceci porte à 16 le nombre de provinces disposant des PDP à jour, en plus des provinces du Mai-Ndombe, Kongo Central, Tshopo, Kinshasa, Lualaba, Ituri, Sud-Kivu, Maniema, Nord-Kivu, Lomami, Kasai Central, Sankuru et Haut-Uele. Le Ministère du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement va continuer à mobiliser le Gouvernement et les partenaires pour permettre aux 10 provinces restantes (Tanganyika, Kwilu, Sud-Ubangi, Equateur, Tshuapa, Kwango, Mongala, Nord-Ubangi, Bas-Uele et Haut-Lomami) d'être en ordre.



Clôture officielle de l'élaboration du PDP au Haut-katanga et remise du livrable au Ministre Provincial du Plan en présence du Président de l'Assemblée Provinciale et du Gouverneur de Province

## 2.3. Objectif Stratégique Sectoriel 3 : Améliorer la programmation et budgétisation des investissements publics ainsi que la promotion des investissements privés et du partenariat au développement

11. Publication de la circulaire fixant les orientations spécifiques pour l'élaboration des prévisions des dépenses en capital pour l'exercice 2027. Cette circulaire a été signée et présentée en Conseil des Ministres le 20 février 2026.



**12. Suivi de la mise en œuvre du Programme de Développement Local des 145 Territoires (PDL-145T).**  
Sous la supervision du Ministre du Plan et de la CAD, et avec la collaboration des AEP concernées, 3 missions de terrain ont été effectuées au premier trimestre 2026, pour le suivi des travaux du PDL-145T :

- 1 mission dans la province de la Mongala du 31 janvier au 05 février 2026, avec le PNUD ;



Mission de suivi du PDL-145T  
dans la Mongala





- 1 mission dans la province du Sud-Ubangi du 07 au 08 mars 2026, avec la CFEF ;







- 1 mission dans la province du Kwilu le 26 mars 2026, avec la CFEF, en marge de la 13ème Conférence des Gouverneurs de province.





# 03

## Suivi des assignations

13. Les actions réalisées par le Ministère du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement sont présentées dans le tableau ci-dessous. Elles sont regroupées par OSS.

TABLEAU DE SUIVI DES ACTIVITES, EXERCICE 2026											
N°	REFORMES / PROJETS CLES	LIVRABLES ATTENDUS	INDICATEURS CLES DE SUIVI	SERVICES RESPON-SABLES	ECHANCES EN 2026	CIBLES FIN ANNEE 2026	TAUX DE REALISATION EN 2026	RESULTATS OBTE-NUS/ JUSTIFICATION DES ECARTS	SOLUTION AUX ECARTS	DESCRIPTION DES ACTIVITES REALISEES	OBSERVA-TIONS
<b>Programme 1 : ADMINISTRATION GENERALE</b>											
<b>Objectif Stratégique Sectoriel 1 (OSS 1): Renforcer les capacités institutionnelles et managériales du Ministère</b>											
<b>Objectif spécifique 1.1. Améliorer la Coordination des services du Ministère</b>											
<b>1.1.1. Coordination du processus PPBE au sein du Ministère</b>											
1.1.1.1	Elaborer la politique sectorielle du Ministère, assurer son exécution et organiser des revues	Document de la politique sectorielle 2024-2028 ; Note de présentation au Conseil des Ministres ; Rapport d'élaboration et validation de la Politique sectorielle ; Outils de mise en œuvre de la politique sectorielle (PAP-SP, PTBA, Feuille de Route, Projet Annuel de Performance, PPM, PIP et CDMT sectoriels)	-Document de la politique sectorielle; -Nombre de réunions de validation de la politique sectorielle; -Nombre d'outils de mise en œuvre de la politique sectorielle ; -Nombre de revues organisées.	DEP	29 juin 2026	1 Document de la politique sectorielle ; 1 Note de présentation au Conseil des Ministres ; 1 Rapport d'élaboration et validation de la Politique sectorielle ; 7 outils de mise en œuvre; 0 revue	70% de réalisation.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 Document de la politique sectorielle 2024-2028 est finalisé;</li> <li>• 1 Note de présentation de la politique sectorielle au Conseil des Ministres est disponible pour sa validation ;</li> <li>• 5 outils de mise en œuvre sont élaborés ;</li> <li>• Il reste 2 outils (PIP et CDMT sectoriels)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Présenter la politique sectorielle au Conseil des Ministres pour sa validation politique</li> <li>- Poursuivre les travaux d'élaboration de 2 outils de mise en œuvre restants.</li> </ul>	La Politique Nationale du Secteur de la Planification (PONASEP) 2024-2028 est élaborée. La Note de sa présentation au Conseil des Ministres est prête. Sa validation politique ouvrira la voie à sa publication et sa vulgarisation auprès de services concernés. Par ailleurs, cinq (5) outils de sa mise en œuvre sont élaborés au premier trimestre 2026, à savoir :	

N°	REFORMES / PROJETS CLES	LIVRABLES ATTENDUS	INDICATEURS CLES DE SUIVI	SERVICES RESPONSABLES	ECHEANCES EN 2026	CIBLES FIN ANNEE 2026	TAUX DE REALISATION EN 2026	RESULTATS OB-TENUS/ JUSTIFICATION DES ECARTS	SOLUTION AUX ECARTS	DESCRIPTION DES ACTIVITES REALISEES	OBSERVATIONS
										le Programme d'Actions Prioritaires du Secteur de Planification (PAP-SP) 2024-2028 ; le Plan de Travail Budgétisé Annuel (PTBA) 2026 ; la Feuille de Route 2026 ; le Projet Annuel de Performance 2026 ; et le Plan de Passation de Marché (PPM) 2026. Les 2 autres (CDMT et PIP sectoriels) le seront au 2e trimestre 2026. Les étapes suivantes sont : (i) présenter la politique sectorielle au Conseil des Ministres pour sa validation politique ; (ii) publier et vulgariser le document de la politique sectorielle ; (iii) Poursuivre les travaux d'élaboration de 2 outils de mise en œuvre restants.	
1.1.1.2	Suivre et évaluer l'exécution des assignations des lettres de mission du secteur	Rapports trimestriels et annuels de suivi des assignations	Nombre de rapports de suivi des assignations ; Taux d'exécution des assignations	DEP	31 octobre 2026	4 Rapports de suivi des assignations ; Au moins 70% des assignations exécutées	50% de réalisation.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapport annuel 2025 de suivi des assignations est disponible ;</li> <li>• Celui du 1e trimestre 2026 est aussi disponible ;</li> <li>• Retard dans la transmission des données par certains services.</li> </ul>	Accélérer la transmission des données par les services.		
1.1.1.3	Mettre en place le mécanisme de suivi des actions gouvernementales (MeSAG)	Rapports d'activités, Rapports de formations, Rapports de suivi, Décret instituant le MeSAG	SISAG hébergé, sécurisé et opérationnel ; Nombre de Ministères connectés ; Rapports de formations ; Rapports de suivi; Décret instituant le MeSAG	Cabinet ADN SENAREC DEPs		SISAG en ligne et opérationnel pour les ministères retenus pilotes pour le budget-programme.	50% de réalisation.	Décret de mise en place du cadre de gouvernance non promulgué.	Continuer les discussions avec la Primature pour ce qui est du Décret	SISAG développé et hébergé dans le cloud souverain. Formation de son appropriation par les DEP continue.	Le MeSAG est encore en phase d'appropriation. Le projet de Décret a été déposé à la Primature le 1er septembre 2025 et attend sa signature.
		Rapports d'activités	MeSAG opérationnel au sein du Ministère; Rapports d'activités	DEP / Equipe MeSAG		MeSAG opérationnel au sein du Ministère	50% de réalisation.	L'activité est dans la phase de l'initiation à l'utilisation du SISAG	Attendre le rapport de la phase test et les aménagements conséquents		

N°	REFORMES / PROJETS CLES	LIVRABLES ATTENDUS	INDICATEURS CLES DE SUIVI	SERVICES RESPONSABLES	ECHEANCES EN 2026	CIBLES FIN ANNEE 2026	TAUX DE REALISATION EN 2026	RESULTATS OBTE- NUS/ JUSTIFICATION DES ECARTS	SOLUTION AUX ECARTS	DESCRIPTION DES ACTIVITES REALISEES	OBSERVA- TIONS
1.1.1.4	Elaborer les contrats de performance des établissements publics sous-tutelle et services du Ministère du et suivre leur exécution	Contrats de performance signés, Rapports de suivi de performance, PV de restitution des résultats	- Nombre de Contrats de performance signés, - Nombre de Rapports de suivi de performance, - Taux annuel de réalisation des activités - Taux de mise en œuvre des recommandations de suivi de performance	Cabinet DEP		- 16 Contrats de performance signés ; - Au moins 32 Rapports de performance ; - un taux annuel d'au moins 70% des activités réalisées. - 100% des recommandations de suivi de performance mises en œuvre	0% de réalisation.	Retard pris dans l'évaluation des contrats 2025, dû à la collecte des données ; ce qui a eu une répercussion sur les travaux d'élaboration des contrats de l'exercice 2026	Redynamiser les comités techniques de suivi et accélérer les travaux d'élaboration des contrats de l'exercice 2026	Cette activité consiste à résumer les engagements de l'Autorité de Tutelle et ceux des établissements publics en rapport avec l'atteinte des objectifs stratégiques assignés à ces derniers, assortis des plans d'actions.	Travaux d'élaboration des contrats de performance de l'exercice 2026 repoussés au 2ème trimestre 2026.
		Plan annuel d'audit approuvé ; Rapports d'audits de gestion des établissements publics sous tutelle	Nombre d'audits de gestion des établissements publics sous tutelle ; Taux de mise en œuvre des recommandations des audits	Cabinet DEP							
1.1.1.5	Produire les rapports d'activités et de suivi-évaluation de la performance du Ministère	Rapports d'activités et de suivi-évaluation (Rapport d'évaluation du PTBA, RAP, REPP, Bulletin Pivot Sentinelle	Nombre de documents produits	Cabinet DEP	31 décembre 2026	1 Rapport d'évaluation du PTBA 2025 ; 1 Rapport Annuel de Performance (RAP) 2025 ; 1 Rapport d'Evaluation des Politiques Publiques (REPP) 2025 ; 3 Rapports trimestriels d'activités du Ministère; 4 Bulletins Pivot Sentinelle	40% de réalisation.	Sont élaborés : • 1 Rapport d'évaluation du PTBA 2025 est élaboré ; • 1 Rapport d'Evaluation des Politiques Publiques (REPP) 2025 ; • 1 Rapport trimestriel de suivi des activités du Ministère ; • 1 Bulletin Pivot Sentinelle élaboré, conformément à la fréquence prévue ; • Il reste le RAP 2025 et d'autres documents à venir.	Elaborer le RAP 2025	Au 1er trimestre 2026, le Ministère, à travers la Direction d'Etudes et Planification (DEP), a produit le Rapport d'évaluation du PTBA 2025 et le Rapport d'Evaluation des Politiques Publiques 2025. La Cellule de communication a produit un Bulletin d'information Pivot Sentinelle 1er trimestre 2026. Il y a aussi le Rapport d'activités 1er trimestre 2026 du Ministère. Le Rapport Annuel de Performance (RAP) 2025 est en phase de finalisation	



N°	REFORMES / PROJETS CLES	LIVRABLES ATTENDUS	INDICATEURS CLES DE SUIVI	SERVICES RESPON-SABLES	ECHEANCES EN 2026	CIBLES FIN ANNEE 2026	TAUX DE REALISATION EN 2026	RESULTATS OBTE-NUS/ JUSTIFICATION DES ECARTS	SOLUTION AUX ECARTS	DESCRIPTION DES ACTIVITES REALISEES	OBSERVA-TIONS
<b>1.1.2. Développement des ressources humaines</b>											
1.1.2.1	Poursuivre l'appui au programme de rajeunissement compétitif et qualitatif, ainsi qu'une politique efficace de formation initiale et continue à travers notamment l'Ecole Nationale d'Administration et les autres écoles des services publics spécialisées	- Instructions adressées aux centres ; - Plans opérationnels de formation ; - Rapports de réunion ; - Listes des PTF identifiés	Rapports de formation, Nombre de jeunes formés	SENAREC CENACOF		Au moins 600 jeunes formés	<b>30%</b> du niveau d'avancement préparatoire	Le niveau de réalisation demeure faible, car le programme est encore dans sa phase préparatoire. Le SENAREC procède actuellement à l'organisation du dispositif de renforcement des capacités des jeunes à travers son réseau de centres de formation. Les centres sont engagés dans la révision de leurs plans de formation et ont été instruits de finaliser les autres actions prévues dans le cadre de cette assignation	- Organiser une réunion de remobilisation des centres du réseau SENAREC ; - Mobiliser des ressources additionnelles auprès des partenaires techniques et financiers disponibles ; - Finaliser la plateforme d'échange entre les centres afin d'améliorer la coordination, la circulation de l'information et le suivi des activités ; - Accélérer la finalisation des plans opérationnels de formation ; - Mettre à disposition des centres les moyens financiers nécessaires à l'exécution effective des formations.	- Sensibilisation des chefs de centres sur la nécessité de renforcer les capacités des jeunes ; - Révision des plans de formation dans les centres du réseau SENAREC ; - Actualisation des manuels de formation ; - Identification des publics cibles dans chaque centre selon ses spécificités ; - Préparation d'une plateforme d'échange entre les centres.	Cette assignation nécessite un appui financier important aux centres de formation du réseau SENAREC . Il est recommandé d'accélérer la mobilisation des ressources
1.1.2.2	Poursuivre la mise en œuvre du PRONAREC-II	Rapports trimestriels de suivi-évaluation ; PTBA	Taux de mise en œuvre du PRONAREC	SENAREC CENACOF		25,9%	<b>15,94%</b>	Retard de financement	Accélérer les décaissements; Prioriser les activités à fort impact et rapidement exécutables	- Renforcement des capacités des femmes politiques «Projet Tosimbana» ; - Renforcement des capacités en Gestion des projets selon le standard PMI ; - Renforcement des capacités des Cadres et Agents du SENAREC ; - Appui au programme de rajeunissement compétitif et qualitatif.	- Certaines activités nécessitent une re-programmation pour le prochain trimestre ; - Malgré les difficultés, les équipes restent mobilisées pour accélérer la mise en œuvre.

N°	REFORMES / PROJETS CLES	LIVRABLES ATTENDUS	INDICATEURS CLES DE SUIVI	SERVICES RESPON-SABLES	ECHÉANCES EN 2026	CIBLES FIN ANNEE 2026	TAUX DE REALISATION EN 2026	RESULTATS OBTE-NUS/< JUSTIFICATION DES ECARTS	SOLUTION AUX ECARTS	DESCRIPTION DES ACTIVITES REALISEES	OBSERVA-TIONS
<b>Objectif spécifique 1.2. Améliorer la mise en œuvre des programmes et projets du Ministère</b>											
<b>1.2.1. Modernisation du fonctionnement des Services du Ministère en développant des Technologies de l'Information et de la Communication</b>											
1.2.1.1	Digitaliser le système d'information du Ministère	Solutions en ligne, Rapports d'activités	Nombre de services digitalisés	DANTIC DCRE DAF		4 applications métiers développées et en phase test	10% de réalisation.	Aucune mise au point officielle sur les applications prioritaires.	Discuter sur les solutions possibles : - SIMAC, - Gestion et suivi des ONG, - Gestion financière, - Guichet unique Climat des affaires. Organiser une séance de travail sur la cartographie des PTF pouvant accompagné les projets.		Le Ministère s'attèle à organiser des séances de présentation des propositions de solutions pour la gestion des ONG et du Climat des affaires, entre la DANTIC et les Directions Metiers (DAF, DCRE et autres).
<b>Programme 2 : ETUDES ET PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT</b>											
<b>Objectif Stratégique Sectoriel 2 (OSS 2) : Améliorer la planification du développement</b>											
<b>Objectif spécifique 2.1. Organiser les études sous-tendant la planification du développement et le système de la fonction statistique</b>											
<b>2.1.1. Réalisation des Etudes socio- Economiques et Statistiques</b>											
2.1.1.1	Produire les statistiques économiques et sociales	Annuaire statistiques	Nombre d'Annuaire statistiques	INS		Au moins 1 Annuaire statistique	5% de réalisation.	Attente de la disponibilité des ressources financières	Disponibiliser le financement	La Note méthodologique, avec budget et feuille de route, est disponible	
		Bulletins des statistiques du commerce extérieur	Nombre de Bulletins des statistiques du commerce extérieur	INS		1 Bulletin des statistiques du commerce extérieur	60% de réalisation.	Attente de validation avec les parties prenantes (DGDA, OCC, Ministère du Commerce extérieur, BCC, etc.)	Valider le Bulletin	Collecte des données réalisée ; Bulletin produit (Draft).	
		Bulletins statistiques hebdomadaires sur les Indices des prix à la consommation des ménages	Nombre de Bulletins statistiques hebdomadaires sur les Indices des prix à la consommation des ménages	INS		51 Bulletins prévus pour 2026.	25,5% de réalisation.	13 sur 51 Bulletins statistiques hebdomadaires déjà produits en janvier, février et mars 2026	Poursuivre les travaux hebdomadaires d'élaboration des Indices des prix à la consommation.		



N°	REFORMES / PROJETS CLES	LIVRABLES ATTENDUS	INDICATEURS CLES DE SUIVI	SERVICES RESPONSABLES	ECHÉANCES EN 2026	CIBLES FIN ANNEE 2026	TAUX DE REALISATION EN 2026	RESULTATS OBTENUS/ JUSTIFICATION DES ECARTS	SOLUTION AUX ECARTS	DESCRIPTION DES ACTIVITES REALISEES	OBSERVATIONS
		Notes conceptuelles, Outils de collecte de données, Documents de comptes produits (Comptes nationaux et provinciaux)	Nombre de Notes conceptuelles élaborées; Nombre de Paquets d'outils de collecte de données élaborés; Nombre de Documents de comptes produits	INS	31 décembre 2026	2 Notes conceptuelles; 2 Paquets d'outils de collecte de données; 1 Matrice de comptabilité sociale multi-provinciale; 1 Matrice des échanges interprovinciaux; 1 Document de comptes provinciaux; 1 Document de comptes nationaux base 2022; 1 TCEI; 1 MCS nationale	5% de réalisation.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Activité de migration vers le SCN2008 en cours d'exécution mais à un rythme très lent;</li> <li>• 1 Paquet d'outils de collecte de données est élaboré;</li> <li>• Manque de financement.</li> </ul>	Disponibiliser le financement	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le processus de migration vers le SCN 2008, qui permettra de réajuster le PIB et d'autres agrégats macroéconomiques, souffre de manque de financement. Il est nécessaire de disponibiliser le financement requis pour accélérer les travaux. Du 23 mars au 1<sup>er</sup> avril 2026, l'INS, avec l'appui financier de la BAD, a organisé un atelier d'élaboration des outils de collecte de données pour le rebasage des comptes nationaux à l'année 2022. Il est question de mobiliser des ressources financières, estimées à USD 5 millions, pour la collecte de données proprement dite. Il faudrait aussi mobiliser des fonds pour l'élaboration de la Matrice de comptabilité sociale multiprovinciale.</li> </ul>	<p>Nécessité de se rassurer de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'appui technique de l'Afritac Centre pour le rebasage des comptes nationaux à l'année 2022;</li> <li>• L'appui financier de la BAD pour la collecte des données</li> </ul>
		Rapport global de l'EDS, Rapport global de l'ECVM	Rapport d'Enquête Démographique et de Santé (EDS), Rapport d'Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages (ECVM)	INS		1 Rapport d'Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages (ECVM)	95% de réalisation.			Collecte réalisée en 2024; Rapport publié en 2025	Attente de fonds pour la dissémination dans les provinces
		Rapports d'activités; Bulletins d'information	Nombre de Rapports d'activités; Nombre de Bulletins d'information des secteurs productifs (BISP) élaborés et validés	DSP		1 Rapport d'activités; Au moins 1 Bulletin validé	0% de réalisation.	<p>Absence d'une structure dédiée à la production du BISP.</p> <p>Manque de Financement</p>	<p>Mettre en place le CPBISP</p> <p>Mobiliser le financement des travaux.</p>		Depuis sa validation technique lors de l'atelier organisé du 20 au 22 août 2025 à Kinshasa, sous la présidence du Ministre en charge du Plan, le BISP.
		Rapports d'activités; Bulletins d'information	Nombre de Rapports d'activités; Nombre de Bulletins d'information des secteurs sociaux élaborés et validés	DSS		1 Rapport d'activités; 1 Bulletin validé					

N°	REFORMES / PROJETS CLES	LIVRABLES ATTENDUS	INDICATEURS CLES DE SUIVI	SERVICES RESPON-SABLES	ECHANCES EN 2026	CIBLES FIN ANNEE 2026	TAUX DE REALISATION EN 2026	RESULTATS OBTE-NUS/ JUSTIFICATION DES ECARTS	SOLUTION AUX ECARTS	DESCRIPTION DES ACTIVITES REALISEES	OBSERVA-TIONS
		Outils de collecte de données disponibles, Rapports d'activités ; Bulletins d'information	Nombre de Rapports d'activités ; Nombre de Documents de Cartographie des programmes et projets d'infrastructures en RDC élaborés et validés	DI		1 Rapport d'activités ; 1 Document de cartographie validé	10% de réalisation.	Phase préparatoire à la Direction des Infrastructures (DI), en attente de financement pour la descente sur terrain et la remise en service de la page internet sur la géolocalisation des projets	Mobiliser le financement	Conception des TDR, actualisation des outils de collecte de données, redéploiement du site de la cartographie	
		Rapports de suivi	Nombre de Rapports de suivi de l'étude de faisabilité économique, financière, opérationnelle pour l'institutionnalisation d'une "Bourse familiale pour les ménages avec enfants" (BFU) élaborés et validés.	Cabinet DSS		2 Rapports de suivi de l'étude de faisabilité multi-dimensionnelle	25% de réalisation	1 Rapport de suivi est en cours d'élaboration; Nécessité de poursuivre l'étude.	Finaliser l'étude	Plusieurs étapes de l'étude sont franchies déjà : Cadrage méthodologique ; identification des parties prenantes ; lancement de l'atelier de validation du document. Il reste la finalisation des contributions des parties prenantes et la validation institutionnelle ou politique.	Veiller à l'articulation avec les politiques sociales et budgétaires
2.1.1.2	Organiser la 5è Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS5)	Note conceptuelle ; Rapports d'activités	Nombre de Notes conceptuelles ; Nombre de Rapports d'activités ; Rapport d'enquête	INS		1 Note conceptuelle; 1 Rapport d'activités	1% de réalisation.	Les réflexions sont encore internes à l'INS ; Manque de financement	Recherche de partenariat pour le financement de cette activité	Méthodologie validée et Échantillonnage tiré ; Groupe de travail restreint mis en place	Pas de ressources financières pour accélérer les travaux.
2.1.1.3	Organiser le recensement général de la population et de l'habitat	Rapports d'activités ; Rapport de recensement	Cartographie pilote ; Feuille de route pour la cartographie générale ; Cartographie Générale de la population et de l'habitat ; Dénombrement Pilote ; Dénombrement général ; Rapport final	INS BCR		1 Cartographie Générale de la population et de l'habitat décembre 2026 ; 1 Dénombrement Pilote	10% de réalisation.	Retard des travaux préparatoires dû au retard de financement pour la cartographie générale pourtant prévu à partir du mois de février 2026.	Accélérer les travaux préparatoires	Après la cartographie pilote organisée en 2025, il est prévu la cartographie générale en 2026. Une Table ronde de bailleurs de fonds, organisée le 23 mars 2026 par le Ministère du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement et présidée par le Chef de l'Etat, a permis au Gouvernement de la République de mobiliser près de 200 millions USD pour le RGP2, sur un montant de 192 millions USD initialement prévu. Ce financement est sécurisé par plusieurs partenaires techniques et financiers (Banque Mondiale, BAD, UNFPA, UNICEF et autres).	Ressources disponibles maintenant pour la réalisation de cette action.



N°	REFORMES / PROJETS CLES	LIVRABLES ATTENDUS	INDICATEURS CLES DE SUIVI	SERVICES RESPONSABLES	ECHEANCES EN 2026	CIBLES FIN ANNEE 2026	TAUX DE REALISATION EN 2026	RESULTATS OBTENUS/ JUSTIFICATION DES ECARTS	SOLUTION AUX ECARTS	DESCRIPTION DES ACTIVITES REALISEES	OBSERVATIONS
<b>2.1.2. Renforcement du système statistique en RDC, en tenant compte du genre</b>											
2.1.2.1	Accélérer les travaux d'actualisation de la stratégie nationale de développement de la statistique	Document actualisé de la stratégie nationale de développement de la statistique	Document actualisé de la stratégie nationale de développement de la statistique (SNDS-2)	INS		SNDS2 élaboré	20% de réalisation.	Processus arrêté faute de ressources financières	Disponibiliser les ressources financières		Manque de ressources financières pour parachever le travail. Les travaux se sont arrêtés au niveau du diagnostic.
2.1.2.2	Elaborer le projet de Loi portant organisation et réglementation de l'activité statistique en RDC	Instrument de ratification de la Charte Africaine de la Statistique ; Projet de Loi	Projet de Loi portant organisation et réglementation de l'activité statistique en RDC	Cabinet INS		Instrument de ratification ; Projet de Loi	20% de réalisation.	Il reste le dépôt de l'instrument de ratification et la validation de l'avant-Projet de Loi	Prévoir en urgence le dépôt de l'instrument de ratification		Le Chef de l'Etat avait promulgué l'Ordonnance-Loi n°25/041 du 02 septembre 2025 autorisant la ratification de la Charte Africaine de la Statistique, celle-ci devant servir de fondement juridique. Une fois ladite Charte ratifiée, tous les éléments juridiques seront réunis pour que le Gouvernement dispose dudit projet de Loi, tel que recommandé au Gouvernement en décembre 2024 par le Sénat.
2.1.2.3	Renforcer la coordination des questions de population	Document de Politique Nationale de Population, Profils national et provinciaux de dividende démographique, Cadre organique CONAPO, Rapport de formation CONAPO, Rapports d'activités	Document de Politique Nationale de Population, Profils national et provinciaux de dividende démographique de 26 provinces, Cadre organique CONAPO, Rapport de formation CONAPO	DPRH		1 Document de Politique Nationale de Population, Profils provinciaux de dividende démographique de 7 provinces, 1 Cadre organique CONAPO, 1 Rapport de formation CONAPO	60% de réalisation.	Modicité des ressources financières  UNFPA comme seul Partenaire Technique et Financier	Diversifier les Partenaires	Au 1er trimestre 2026, le Ministère a procédé au (à la) : - Lancement des travaux de l'élaboration de la PNP ; - Validation de la Note de cadrage ; - Validation du diagnostic de la PNP ; - Tenue d'au moins cinq réunions du CONAPO ;	

N°	REFORMES / PROJETS CLES	LIVRABLES ATTENDUS	INDICATEURS CLES DE SUIVI	SERVICES RESPONSABLES	ECHEANCES EN 2026	CIBLES FIN ANNEE 2026	TAUX DE REALISATION EN 2026	RESULTATS OBTENUS/ JUSTIFICATION DES ECARTS	SOLUTION AUX ECARTS	DESCRIPTION DES ACTIVITES REALISEES	OBSERVATIONS
										- Installation des Comités Provinciaux de Population (CPPo) dans les provinces de l'Equateur, du Kasai Oriental, du Mai-Ndombe, du Kongo Central et du Maniema	
<b>2.1.3. Elaboration des Plans de Développement des Corridors de la RDC</b>											
2.1.3.1	Elaborer le Plan Stratégique de Développement des Corridors de la RDC et suivre sa mise en œuvre	PV des réunions, Document de Plan Stratégique de développement des Corridors, Rapports de suivi	Commission interministérielle mise en place, Document de Plan Stratégique de développement des Corridors adopté en Conseil des Ministres, Nombre de Rapports de suivi	Cabinet DI		1 Commission interministérielle mise en place, 1 Document de Plan Stratégique de développement des Corridors adopté en Conseil des Ministres, 0 Rapport de suivi	10% de réalisation.	Début des travaux préparatoires, Amendement et adoption de la feuille de route et différents documents de travail, Draft zero de la structuration de l'équipe pour le fonctionnement		Réunions préparatoires tenues, la première sur l'harmonisation des vues en interne au niveau du Ministère.	Les structures sont entrain de désigner leurs représentants respectifs pour faire partie du comité technique et la préparation d'un projet d'arrêté est en cours.
2.1.3.2	Elaborer les Plans Directeurs de Développement spécifiques des Corridors en commençant par celui de Lobito	PV des réunions, Plans Directeurs de développement des Corridors, Rapports de suivi	Nombre de plans directeurs adoptés en Conseil des Ministres, Document de Plan Directeur de Lobito adopté en Conseil des Ministres ainsi que d'autres	Cabinet DI		1 Plan directeur adopté en Conseil des Ministres, Document de Plan Directeur de Lobito adopté	0% de réalisation.	L'activité est programmée après la finalisation du Plan Stratégique de Développement des Corridors de la RDC.			
<b>2.1.4. Elaboration des Plans d'assainissement des villes de la RDC</b>											
2.1.4.1	Elaborer le Plan Stratégique d'assainissement des villes de la RDC et suivre sa mise en œuvre	Projet de la feuille de route, projet de la lettre pour la tenue de la réunion de cadrage interne, projet de lettre pour la réunion de cadrage externe avec les parties prenantes, Analyse de l'offre technique de l'ONG Néerlandaise VNG International	Commission interministérielle mise en place, Document de Plan Stratégique d'Assainissement des villes de la RDC adopté en Conseil des Ministres, Nombre de Rapports de suivi	Cabinet DI		1 Commission interministérielle mise en place, 1 Document de Plan Stratégique d'Assainissement des Villes, 0 Rapport de suivi	5% de réalisation.	Début des travaux préparatoires			Validation de la feuille de route et convocation des réunions



N°	REFORMES / PROJETS CLES	LIVRABLES ATTENDUS	INDICATEURS CLES DE SUIVI	SERVICES RESPONSABLES	ECEANCES EN 2026	CIBLES FIN ANNEE 2026	TAUX DE REALISATION EN 2026	RESULTATS OBTE- NUS/ JUSTIFICATION DES ECARTS	SOLUTION AUX ECARTS	DESCRIPTION DES ACTIVITES REALISEES	OBSERVA- TIONS
2.1.4.2	Elaborer les Plans Directeurs d'assainissement spécifiques à chaque ville en commençant par celui de Kinshasa	PV des réunions, Plans directeurs d'assainissement	Nombre de plans directeurs adoptés en Conseil des Ministres, Plan Directeur d'assainissement spécifique à chaque ville adopté par les Autorités provinciales et municipales	Cabinet DI		1 Plan directeur adopté en Conseil des Ministres, Document de Plan Directeur d'assainissement de la ville de Kinshasa	0% de réalisation.	L'activité est programmée après la mise en place du Plan Stratégique d'assainissement des villes de la RDC.			
<b>Objectif spécifique 2.2. Renforcer le dispositif de Planification, Programmation, Budgétisation et du Suivi- évaluation du Développement</b>											
<b>2.2.1. Renforcement de la culture de planification et de la pratique d'évaluation au niveau central et sectoriel</b>											
2.2.1.1	Elaborer, vulgariser et suivre le Plan National Stratégique de Développement (PNSD) 2024-2028	Document PNSD 2024-2028 validé, Rapports de vulgarisation, Rapports de revues avec annexes (TDR, Rapports des phases de revue, Documents révisés)	Document PNSD 2024-2028 validé ; Nombre de séances de vulgarisation; Nombre de Rapports de revues avec annexes	DEME	31 décembre 2026	1 Rapport de revue avec annexes (TDR, Rapports des phases de revue, Documents révisés).	10% de réalisation.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Revue à mi-parcours du PNSD 2024-2028 est en cours de préparation ;</li> <li>TDR relatifs à cette activité sont finalisés.</li> </ul>	Accélérer les travaux préparatoires		La revue à mi-parcours du PNSD 2024-2028 permettra de mesurer les progrès réalisés, d'analyser les écarts entre planification et exécution, d'identifier les contraintes rencontrées, d'évaluer la soutenabilité budgétaire des engagements pris et d'ajuster les priorités pour la période 2026-2028, dans une logique d'amélioration de la performance.

N°	REFORMES / PROJETS CLES	LIVRABLES ATTENDUS	INDICATEURS CLES DE SUIVI	SERVICES RESPON-SABLES	ECHANGES EN 2026	CIBLES FIN ANNEE 2026	TAUX DE REALISATION EN 2026	RESULTATS OBTENUS/ JUSTIFICATION DES ECARTS	SOLUTION AUX ECARTS	DESCRIPTION DES ACTIVITES REALISEES	OBSERVATIONS
2.2.1.2	Estimer la croissance économique et les agrégats du secteur réel	Notes d'estimation de la croissance économique	Nombre de Notes d'estimation de la croissance économique	INS CESCN	31 octobre 2026	4 Notes prévues pour 2026.	25% de réalisation.	1 Note d'estimation de la croissance économique sur fond de réalisations à fin décembre 2025 est élaborée.  Les travaux de collecte des données sont souvent butés au manque de moyens financiers. D'où le retard généralement constaté dans l'estimation de la croissance économique.	Accélérer les travaux trimestriels d'estimation de la croissance économique Il est question d'accélérer les travaux trimestriels d'estimation de la croissance économique. Pour ce faire, le financement conséquent de cette activité par le Gouvernement devrait être assuré.	Le 18 février 2026, la Commission des Etudes Statistiques et des Comptes Nationaux (CESCN), présidée par l'INS et la BCC, a procédé à l'estimation de la croissance économique 2025 sur fond de réalisations à fin décembre 2025, afin de permettre l'élaboration de la Note de Cadrage macroéconomique. Le taux de croissance est estimé à 5,8% en 2025 contre 6,1% en 2024.	Le 20 février 2026, une Note explicative relative à l'estimation de la croissance économique sur fond de réalisations à fin décembre 2025 a été rédigée.
2.2.1.3	Elaborer les Notes de cadrage macro-économique	Notes de Cadrage macro-économique	Nombre de Notes de cadrage macroéconomique	DEME CPCM	31 octobre 2026	4 Notes prévues pour 2026.	25% de réalisation.	Note de Cadrage macro-économique sur fond de réalisations à fin décembre 2025 est élaborée.	Accélérer les travaux trimestriels de cadrage macro-économique	Le Comité Permanent de Cadrage Macroéconomique (CPCM), sous la supervision de la DEME, a élaboré le cadrage macroéconomique 2025 sur fond de réalisations à fin décembre 2025.	
										Le CPCM est en train de finaliser la note revue de cadrage macroéconomique 2025 sur fond de réalisations à fin décembre 2025, en s'appuyant sur le taux de croissance économique estimé après harmonisation de certains chiffres avec le FMI. C'est ce Cadrage qui va sous-tendre le projet de Loi de finances rectificative 2026.	
2.2.1.4	Elaborer les Notes de conjoncture économique	Notes de conjoncture économique	Nombre de Notes de conjoncture économique	DEME	31 décembre 2026	51 Notes prévues pour 2026.	25,5% de réalisation.	13 sur 51 Notes de Conjoncture Economique déjà produites en janvier, février et mars 2026	Poursuivre les travaux hebdomadaires de conjoncture économique		
2.2.1.5	Actualiser et vulgariser le guide méthodologique d'élaboration des politiques sectorielles	Rapports de vulgarisation, Rapport d'actualisation avec annexes (TDR, Guide méthodologique actualisé et validé)	Nombre de séances de vulgarisation ; Rapport d'actualisation avec annexes (TDR, Guide méthodologique actualisé et validé)	DEME COSEP	31 décembre 2026	1 séance de vulgarisation prévue pour 2026 ; TDR ; Guide méthodologique actualisé et validé.	0% de réalisation.	Aucune activité organisée.	Prévoir d'organiser une séance de vulgarisation au 2e ou 3e trimestre 2026.		



N°	REFORMES / PROJETS CLES	LIVRABLES ATTENDUS	INDICATEURS CLES DE SUIVI	SERVICES RESPONSABLES	ECEANCES EN 2026	CIBLES FIN ANNEE 2026	TAUX DE REALISATION EN 2026	RESULTATS OBTE- NUS/ JUSTIFICATION DES ECARTS	SOLUTION AUX ECARTS	DESCRIPTION DES ACTIVITES REALISEES	OBSERVA- TIONS
2.2.1.6	Accompagner les Ministères dans l'élaboration de leurs politiques sectorielles	Rapports de mission d'accompagnement des Ministères avec annexes (Documents sectoriels élaborés ou actualisés) ; Etats des lieux sur les politiques sectorielles	Nombre de Ministères accompagnés et disposant de politiques sectorielles validées ; Nombre d'états des lieux des politiques sectorielles actualisés et validés	COSEP DEME SENAREC	31 décembre 2026	Au moins 12 Ministères accompagnés et disposant de politiques sectorielles validées ; Au moins 2 états des lieux des stratégies sectorielles actualisés et validés	16% de réalisation.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Activité en cours de préparation ;</li> <li>• TDR finalisés.</li> </ul>	Accélérer les travaux préparatoires	L'activité est en cours de préparation. Une séance de travail, réunissant les DEP autour du SENAREC, de la COSEP, de la DEME et de la DGDSP (Direction Générale de Développement et Suivi des Performances/ Ministère du Budget), s'est tenue le jeudi 26 février 2026, dans la salle des réunions du SENAREC, pour faire l'état des lieux des politiques sectorielles, dans la perspective de migration du pays vers le système de budget-programme. Les TDR sont élaborés ainsi qu'une proposition de feuille de route. Pour la suite, la mise en place d'un cadre (Task Force) de réflexion est attendue. Il est question aussi d'accélérer les travaux préparatoires.	
2.2.1.7	Renforcer les capacités (techniques, humaines et autres) des Structures d'Etudes et de Planification	Rapports d'activités de renforcement des capacités, Comptes rendus des réunions	Nombre de DEP renforcées ; Nombre de réunions (ateliers) organisées	COSEP	30 septembre 2026	Au moins 3 réunions (ateliers) organisées	45% de réalisation.	1 réunion organisée avec les DEP sur les politiques sectorielles et la migration vers le budget-programme ; 1 séance de sensibilisation des DEP sur le travail de planification et du suivi-évaluation est en cours de préparation.			S'agissant de la séance de sensibilisation des DEP sur le travail de planification et du suivi-évaluation, prévue au 2ème trimestre 2026, les TDR, l'allocation du Ministre du Plan et de la CAD ainsi que le Mémoire des DEP sont déjà disponibles
2.2.1.8	Elaborer le projet de Loi sur la planification et en assurer l'application	Projet de Loi sur la planification, Rapport d'élaboration du projet de Loi avec annexes (Avant-Projet de Loi, TDR, Note de présentation au Conseil des Ministres, Rapports de consultation et autres),	Projet de Loi sur la planification; Rapport d'élaboration du projet de Loi avec annexes ; Nombre de mesures d'application/ Rapports de mise en œuvre	Cabinet DEME	30 septembre 2026	Projet de Loi sur la planification; 1 Rapport d'élaboration du projet de Loi avec annexes (Avant-Projet de Loi, TDR, Note de présentation au Conseil des Ministres, Rapports de consultation et autres)	10% de réalisation.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Activité en cours de préparation ;</li> <li>• TDR finalisés.</li> </ul>	Accélérer les travaux préparatoires		L'activité est en cours de préparation. La mise en place d'un cadre (Task Force) de réflexion est attendue.

N°	REFORMES / PROJETS CLES	LIVRABLES ATTENDUS	INDICATEURS CLES DE SUIVI	SERVICES RESPON-SABLES	ECHÉANCES EN 2026	CIBLES FIN ANNEE 2026	TAUX DE REALISATION EN 2026	RESULTATS OBTE-NUS/ JUSTIFICATION DES ECARTS	SOLUTION AUX ECARTS	DESCRIPTION DES ACTIVITES REALISEES	OBSERVA-TIONS
		Documents d'application de la Loi/ Rapports de mise en œuvre									
2.2.1.9	Organiser des études prospectives	Notes conceptuelles/ TDR, Notes méthodologiques, Outils de collecte de données, Rapports d'étude	Nombre d'études prospectives réalisées	ENP	31 décembre 2026	2 études prospectives	5% de réalisation.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Action en cours de préparation pour une étude ;</li> <li>TDR finalisés pour une étude.</li> </ul>	Accélérer les travaux préparatoires	Les TDR de l'étude sur les nouveaux partenariats internationaux sont disponibles. L'objectif de cette étude est d'analyser les impacts potentiels des nouveaux partenariats stratégiques internationaux sur la trajectoire de développement de la RDC et l'atteinte des objectifs fixés dans la Vision RDC 2050.	
2.2.1.10	Elaborer/ actualiser et vulgariser la Politique Nationale d'Evaluation (PNE) et la Politique Nationale de Volontariat (PNV) et suivre leur mise en œuvre	Document de la PNE ; PV/ rapports d'ateliers.	Document de la PNE élaboré et validé ; Nombre de documents de mise en œuvre de la PNE ; Nombre de séances de renforcement des capacités des décideurs (Administration publique) sur le leadership en matière d'évaluation	DSS		- 1 document de PNE élaboré et validé ; - 2 documents de mise en œuvre de la PNE élaborés et validés (plan d'actions et Document de stratégie de communication publique) ; - 1 séance de renforcement des capacités des décideurs en matière d'évaluation organisée	35% de réalisation.	Processus de recrutement du nouveau Consultant est en cours.	Finaliser le processus de recrutement du Consultant ; soumettre le document à la validation ; programmer la vulgarisation	Préparation de la deuxième phase de renforcement des capacités des hauts fonctionnaires de l'administration en leadership en matière d'évaluation.	Poursuite du processus d'élaboration, validation technique et vulgarisation de la PNE.
		Document de la PNV ; Rapports d'activités	Document de la PNV validé ;  Nombre de Rapports d'activités	SNV		1 Document de la PNV actualisé et validé ; 1 rapport d'activités produit.	50% de réalisation.	Le draft du Document de PNV est disponible.	Collecter les contributions de la Présidence de la République et de la Primature avant la validation politique ; Etablir le calendrier de vulgarisation	Plusieurs tâches ont été réalisées : Lancement des travaux d'actualisation ; identification des parties prenantes ; préparation des supports de vulgarisation.	Maintenir la coordination avec le SNV et les structures concernées.



N°	REFORMES / PROJETS CLES	LIVRABLES ATTENDUS	INDICATEURS CLES DE SUIVI	SERVICES RESPONSABLES	ECHÉANCES EN 2026	CIBLES FIN ANNEE 2026	TAUX DE REALISATION EN 2026	RESULTATS OBTENUS/ JUSTIFICATION DES ECARTS	SOLUTION AUX ECARTS	DESCRIPTION DES ACTIVITES REALISEES	OBSERVATIONS
2.2.1.11	Redynamiser les Groupes Thématiques Sectoriels (GTS)	Rapports trimestriels d'activités sur les GTS et le Nexus HDP	Nombre de réformes mises en œuvre, Nombre de provinces renforcées en Nexus Humanitaire-Développement-Paix (HDP)	SACGT	31 décembre 2026	11 réformes mises en œuvre ; 5 provinces renforcées en Nexus Humanitaire-Développement-Paix	12,5% de réalisation.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 2 réformes sont mises en œuvre au 1er trimestre 2026 ;</li> <li>• Les autres réformes sont soit en cours, soit non en exécution.</li> </ul>		<p>En 2025, deux réformes sur les GTS ont été mises en œuvre sur les 13 prévues, à savoir : (i) organisation de la réunion du Comité de Pilotage élargi aux PTF, à la Société civile et au Secteur privé ; (ii) mise en place du mécanisme de coordination de l'approche Nexus HDP (GCN-HDP) au niveau central.</p> <p>Au 1er trimestre 2026, deux autres réformes ont été mises en place : (i) création d'une plateforme numérique de communication au niveau technique entre parties prenantes des GTS ;</p>	
										<p>(ii) mise en place des mécanismes de suivi-évaluation de la feuille de route du Forum redynamisation des GTS. Trois réformes sont en cours d'exécution : (i) renforcement des capacités des membres et relance des activités des GTS, en vue de leur implication de manière contraignante à l'élaboration et au suivi-évaluation de la stratégie nationale, des politiques/ stratégies sectorielles, des programmes et des projets de développement ; (ii) plaidoyer pour l'intégration dans la Loi des finances des ressources pour les GTS et le GCN-HDP ; (iii) signature de l'Arrêté portant Cadre Opérationnel actualisé des GTS.</p>	

N°	REFORMES / PROJETS CLES	LIVRABLES ATTENDUS	INDICATEURS CLES DE SUIVI	SERVICES RESPON-SABLES	ECHANGES EN 2026	CIBLES FIN ANNEE 2026	TAUX DE REALISATION EN 2026	RESULTATS OBTE-NUS/ JUSTIFICATION DES ECARTS	SOLUTION AUX ECARTS	DESCRIPTION DES ACTIVITES REALISEES	OBSERVA-TIONS
<b>2.2.2. Accompagnement des provinces et des ETD dans l'élaboration de leurs plans de développement</b>											
2.2.2.1	Accompagner les Provinces dans l'élaboration de leurs Plans de Développement Provinciaux (PDP)	Rapports de mission d'accompagnement des Ministères avec annexes (Documents provinciaux élaborés ou actualisés/ PDP, Cadrage Macro-Economique, PAP, CDMT), Etats des lieux sur les PDP.	- Narratif sur le concept de développement intégré de la RDC par les provinces et les corridors élaboré et validé en Conseil des Ministres - Nombre de Provinces accompagnées et disposant de PDP	DPR DEME		- 1 Narratif sur le concept de développement intégré de la RDC par les provinces et les corridors - Au moins 8 Provinces accompagnées et disposant de PDP ; - Au moins 16 Provinces disposant de PDP à jour	50% de réalisation.	4 provinces accompagnées au 1er trimestre 2026.		Il y a des Provinces qui n'ont pas encore entamé l'élaboration de leurs Plans de Développement Provinciaux (PDP), faute de financement, et d'autres qui doivent actualiser les leurs. Au premier trimestre 2026, le Ministère du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement a accompagné les provinces du Kasai Oriental (financement de ENABEL), du Kasai (financement dans le cadre du programme PARI-TACS) et du Haut-Katanga (appui de ENABEL et UNICEF), essentiellement pour l'actualisation de leurs PDP et PAP. Ceci porte à 16 le nombre de provinces disposant des PDP à jour, en plus des provinces du Mai-Ndombe, Kongo Central, Tshopo, Kinshasa, Lualaba, Ituri, Sud-Kivu, Maniema, Nord-Kivu, Lomami, Kasai Central, Sankuru et Haut-Uele. Le Ministère du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement va continuer à mobiliser le Gouvernement et les partenaires pour permettre aux 10 provinces restantes (Tanganyika, Kwilu, Sud-Ubangi, Equateur, Tshuapa, Kwango, Mongala, Nord-Ubangi, Bas-Uele et Haut-Lomami) d'être en ordre.	Il faut signaler que le processus d'actualisation de ses outils de planification démarre au 2ème trimestre 2026.
		Rapports de Table ronde	Nombre de Tables rondes des Ministres National et Provinciaux du Plan organisées	Cabinet DPR		1 Table ronde des Ministres National et Provinciaux du Plan organisée	0% de réalisation.	Aucune activité exécutée.	Trouver une province pour accueillir cette Table ronde ; Mobiliser le financement		



N°	REFORMES / PROJETS CLES	LIVRABLES ATTENDUS	INDICATEURS CLES DE SUIVI	SERVICES RESPON-SABLES	ECHEANCES EN 2026	CIBLES FIN ANNEE 2026	TAUX DE REALISATION EN 2026	RESULTATS OBTE-NUS/ JUSTIFICATION DES ECARTS	SOLUTION AUX ECARTS	DESCRIPTION DES ACTIVITES REALISEES	OBSERVA-TIONS
2.2.2.2	Accompagner les ETD dans l'élaboration de leurs Plans de Développement Locaux (PDL)	Rapports de mission d'accompagnement des Ministères avec annexes (Documents locaux élaborés ou actualisés/ PDL et autres), Etats des lieux sur les PDL.	-Nombre d'ETD accompagnées et disposant de leurs plans de développement	DPR DEME		Au moins 720 ETD accompagnées et disposant de leurs plans de développement	0% de réalisation.	Aucune activité réalisée faute de financement	Mobiliser le financement		
<b>2.2.3. Redynamisation du processus ITIE (Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives) en RDC</b>											
2.2.3.1	Assurer la transparence et la publication des contrats miniers et d'hydrocarbures, dans le respect de la réglementation nationale et des bonnes pratiques internationales	- Rapport Annuel d'Avancement - Site web de l'ITIE-RDC - Site web du Ministère des Mines/ CTCPM - Site web du Ministère des Hydrocarbure - Site web du Ministère de l'Environnement	Nombre de contrats publiés à date	ITIE-RDC		Au moins 465 Contrats du secteur minier sont publiés ; Au moins 11 Contrats du secteur des Hydrocarbures sont publiés ; Au moins 61 Contrats du secteur forestier sont publiés.  L'ITIE-RDC ne dispose pas de repères pour savoir combien de contrats seront signés au cours d'un Exercice afin de planifier leur publication conformément à la loi.	<b>100%</b> des contrats du secteur minier, du secteur des hydrocarbures et du secteur forestier régulièrement signés et/ou approuvés, enregistrés et connus sont publiés dans les délais légaux.			<b>Secteur minier :</b> - <b>511 documents contractuels</b> sont publiés sur le site web du Ministère des Mines/ CTCPM, dont 278 contrats miniers de base et 233 documents y relatifs, c'est-à-dire avenants et annexes en suivant ce <a href="https://mines.gouv.cd/fr/">lien</a> ( <a href="https://mines.gouv.cd/fr/">https://mines.gouv.cd/fr/</a> et <a href="https://datawarehouse.cd/emine/cadre/juridique/contrat/principaltous/contrat/tc">https://datawarehouse.cd/emine/cadre/juridique/contrat/principaltous/contrat/tc</a> )  <b>Secteur des hydrocarbures :</b> - <b>49 documents contractuels</b> sont publiés sur le site web du Ministère des Hydrocarbures, dont 13 contrats d'hydrocarbures de base et 36 documents y relatifs, c'est-à-dire avenants et annexes en suivant ce <a href="#">lien</a>  <b>Secteur forestier :</b> - <b>61 Contrats</b> sont publiés sur le site web de l'ITIE-RDC en suivant ce <a href="#">lien</a> ( <a href="https://hydrocarbures.gouv.cd/">https://hydrocarbures.gouv.cd/</a> et <a href="https://datawarehouse.e-hydro.cd/home">https://datawarehouse.e-hydro.cd/home</a> )  Le Ministère de l'Environnement, Développement Durable et Nouvelle Economie du Climat doit faire un effort pour doter le Secteur forestier d'un entrepôt des données (DATA WAR-EHOUSE) accessible au public, à l'instar des Ministères des Mines et des Hydrocarbures.	

N°	REFORMES / PROJETS CLES	LIVRABLES ATTENDUS	INDICATEURS CLES DE SUIVI	SERVICES RESPON-SABLES	ECHANGES EN 2026	CIBLES FIN ANNEE 2026	TAUX DE REALISATION EN 2026	RESULTATS OBTE-NUS/ JUSTIFICATION DES ECARTS	SOLUTION AUX ECARTS	DESCRIPTION DES ACTIVITES REALISEES	OBSERVA-TIONS
2.2.3.2	Publier et disséminer les Rapports ITIE-RDC sur les secteurs minier et pétrolier industriels ainsi que sur le secteur forestier	Rapports ITIE-RDC sur le secteur minier (EMAPE, Filière 3T, Or et Diamant) et pétrolier ; Rapports ITIE-RDC sur le secteur forestier	Nombre de Rapports ITIE-RDC sur le secteur minier (EMAPE, Filière 3T, Or et Diamant) et pétrolier ; Nombre de Rapports ITIE-RDC sur le secteur forestier	ITIE-RDC		2 Rapports ITIE-RDC sur le secteur minier (EMAPE, Filière 3T, Or et Diamant) et pétrolier ; 1 Rapport ITIE-RDC sur le secteur forestier	0% de réalisation.	- Désengagement des Partenaires Techniques et Financiers ; - Modicité de moyens financiers pour honorer les honoraires des Cabinets (Consultants) chargés d'élaborer les Rapports.	Garantir les subventions du Gouvernement à la mise en œuvre du Processus ITIE en RDC	En 2026, une attention particulière est mise sur la publication, au plus tard le 31 août, du Rapport ITIE-RDC de l'Exercice 2024 sur les secteurs miniers et des hydrocarbures, qui servira de base à l'évaluation de la RDC par les Instances internationales de l'ITIE (Validation). Cette Validation démarrera le 1er octobre 2026.	
<b>Objectif spécifique 2.3. Assurer la prise en compte des Objectifs de Développement Durable (ODD) et des questions climatiques dans la planification du développement</b>											
<b>2.3.1. Organisation de suivi des progrès en matière des ODD</b>											
2.3.1.1	Suivre les progrès sectoriels en matière des ODD et du changement climatique	Rapports de suivi-évaluation	Nombre de Rapports de suivi-évaluation	OCDD							
			Taux d'alignement des projets des communautés minières aux priorités nationales ; Nombre d'opérateurs miniers publiant un rapport ODD	Cabinet OCDD ITIE-RDC							
2.3.1.2	Analyser la pauvreté monétaire et multidimensionnelle des enfants en RDC (MODA) et disséminer le rapport dans des provinces	Rapport d'analyse ; Bases de données ; Rapports de diffusion ; supports de présentation.	Rapport d'analyse ; Nombre de rapports de diffusion provinciale produits	DSS		1 rapport d'analyse élaboré ; 4 rapports de diffusion provinciale produits.	50% de réalisation	Actualisation tribunaire de la consolidation des contributions des parties prenantes et de la validation institutionnelle	Accélérer la consolidation des commentaires; organiser la validation politique et la dissémination en provinces.	Les activités ci-après ont été menées : Renforcement des capacités des parties prenantes aux analyses des données et validation des résultats préliminaires ; validation du rapport MODA, et élaboration des supports de diffusion provinciale.	Prioriser les provinces à forte vulnérabilité infantile.
<b>2.3.2. Suivi du processus d'élaboration, de structuration et de contractualisation des projets intégrateurs de la RDC</b>											
2.3.2.1	Suivre la construction des projets régionaux d'interconnexion avec la RDC, ainsi que des dossiers de projets d'infrastructures présentés par des investisseurs privés	Rapports de suivi	Taux de réalisation des projets : Pont Route-Rail, Chemin de fer Kinshasa-Ilebo, Pont sur la rivière Ubangi, Bitumage de routes sur le corridor Bangui - Kisangani - Uvira - Bujumbura (CD14).	DI							



N°	REFORMES / PROJETS CLES	LIVRABLES ATTENDUS	INDICATEURS CLES DE SUIVI	SERVICES RESPONSABLES	ECHEANCES EN 2026	CIBLES FIN ANNEE 2026	TAUX DE REALISATION EN 2026	RESULTATS OBTENUS/ JUSTIFICATION DES ECARTS	SOLUTION AUX ECARTS	DESCRIPTION DES ACTIVITES REALISEES	OBSERVATIONS
		Rapports de suivi	Nombre de rapports de suivi du projet de Centrale à Gaz de Muanda.	DI DSP		4 rapports de suivi	10% de réalisation.	Premier rapport de suivi en cours de finalisation	Faciliter la reprise des discussions entre les Ministères concernés et PERENCO pour le financement dudit projet		Le projet de Centrale à Gaz de Muanda prévoit la production de 250 MW à partir du gaz aujourd'hui brûlé. Il y a des réserves de gaz disponibles pour 20 ans.  Cinq turbines doivent être implantées et 1MW sera offert gratuitement au Territoire de Muanda. Le projet est bloqué à cause des problèmes juridiques.
<b>Programme 3 : INVESTISSEMENTS ET PROMOTION DU PARTENARIAT AU DEVELOPPEMENT</b>											
<b>Objectif Stratégique Sectoriel 3 (OSS 3) : Améliorer la programmation et budgétisation des investissements publics ainsi que la promotion des investissements privés et du partenariat au développement</b>											
<b>Objectif spécifique 3.1. Améliorer la qualité de la dépense publique d'investissement public</b>											
<b>3.1.1. Amélioration de la crédibilité budgétaire en mettant en place des budgets réalistes</b>											
3.1.1.1	Améliorer la crédibilité budgétaire en mettant en place des budgets réalistes et crédibles	Notes de conjoncture économique	- Part de dépenses en capital sur ressources propres - Taux d'exécution de dépenses en capital ; - Taux de financement des dépenses en capital hors-budget	DEME		- Au moins 35% de dépenses en capital sur ressources propres - Au moins 65% de dépenses en capital exécutées		Données non disponibles pour 2026.	Attendre la fin de l'année 2026.	Le poids des dépenses en capital sur ressources propres dans le total des dépenses est estimé à 8,7% en 2025 contre 11% en 2024, soit une baisse de 2,3 points de croissance. Le taux d'exécution des dépenses en capital sur ressources propres est estimé à 97,4% en 2025 contre 87,6% en 2024, soit une hausse de 9,8 points de croissance.	
		Lois de finances	- Nombre de projets matures inscrits dans la loi de finances	DPB		Au moins 80 projets matures inscrits dans la loi de finances 2026	100% de réalisation.	• 153 ; • Indisponibilité des données sur les projets réalisés au premier trimestre.	Opérationnaliser la Commission GIP pour faciliter la constitution d'une base des données fiables des projets réalisés		

N°	REFORMES / PROJETS CLES	LIVRABLES ATTENDUS	INDICATEURS CLES DE SUIVI	SERVICES RESPON-SABLES	ECHEANCES EN 2026	CIBLES FIN ANNEE 2026	Taux DE REALISATION EN 2026	RESULTATS OBTE-NUS/ JUSTIFICATION DES ECARTS	SOLUTION AUX ECARTS	DESCRIPTION DES ACTIVITES REALISEES	OBSERVA-TIONS
		Circulaire fixant les orientations pour l'élaboration du budget des dépenses en capital	-Circulaire fixant les orientations pour l'élaboration du budget des dépenses en capital	DPB		1 Circulaire	100% de réalisation.			Cette circulaire, qui fixe les orientations spécifiques pour l'élaboration des prévisions des dépenses en capital pour l'exercice 2027, a été signée et présentée en Conseil des Ministres le 20 février 2026.	
3.1.1.2	Renforcer l'exécution des fonds de préinvestissement	Rapports d'activités	Taux de financement des études de faisabilité	DPB CGPMP		Au moins 30% des études de faisabilité financées	0% de réalisation.	Manque de financement		Les demandes de financement des études de faisabilité sollicitées par les sectoriels, dans le cadre du Fonds de Préinvestissement, n'ont pas été honorées par le Trésor Public.	
<b>3.1.2. Programmation et budgétisation des investissements Publics</b>											
3.1.2.1	Mettre en place un dispositif pratique de Planification -Programmation -Budgétisation - Suivi et Évaluation des investissements (PPBSE)	PIP	Nombre de Programmes d'Investissements publics élaborés au niveau central	DPB		1 PIP 2027-2029	30% de réalisation.	Le processus d'élaboration du PIP 2027-2029 a démarré.	Accélérer les travaux d'élaboration du PIP 2027-2029.	Cette activité consiste à identifier les projets structurants et prioritaires devant être financés par le Trésor Public Au 1e trimestre 2026, le PIP final 2026-2028 a été produit, et le processus d'élaboration du PIP 2027-2029 a démarré.	
		Rapports de mission d'accompagnement des provinces dans l'élaboration de leurs PIP ; Etats des lieux sur les PIPP	Nombre de provinces accompagnées et disposant des PIP (PIPP)	DPB		Au moins 18	0% de réalisation.	Manque de financement	Mobiliser les fonds		
		Rapports de mission d'harmonisation des projets d'investissements entre le Pouvoir central et les Provinces et ETD ; Rapport consolidé des missions d'harmonisation	Nombre de missions d'harmonisation des projets d'investissement avec les provinces	DPB		Au moins 24	0% de réalisation.	La non mise à disposition de fonds liés aux missions d'harmonisation par le Trésor Public constitue un véritable handicap	Mobiliser les fonds	C'est une étape critique pour la programmation des projets d'investissements publics entre le Pouvoir Central et les Provinces et ETD. Cette activité est censée être menée avant la conférence de programmation.	



N°	REFORMES / PROJETS CLES	LIVRABLES ATTENDUS	INDICATEURS CLES DE SUIVI	SERVICES RESPONSABLES	ECHEANCES EN 2026	CIBLES FIN ANNEE 2026	TAUX DE REALISATION EN 2026	RESULTATS OBTE- NUS/ JUSTIFICATION DES ECARTS	SOLUTION AUX ECARTS	DESCRIPTION DES ACTIVITES REALISEES	OBSERVATIONS
<b>Objectif spécifique 3.2 : Rationaliser le processus de programmation, budgétisation et suivi-évaluation des investissements</b>											
<b>3.2.1. Coordination des PIP national et provinciaux</b>											
3.2.1.1	Mettre en œuvre le nouveau cadre de gestion des investissements publics des projets avec au centre l'élaboration et la publication du Programme pluriannuel d'Investissements Publics (PIP)	- Circulaire ; - Arrêté révisé portant manuel de gestion des investissements publics ; - Manuel des procédures de gestion des investissements publics.	Nombre de mesures d'application du Décret portant gestion des investissements publics	DPB		3 mesures d'application	100% de réalisation.			La circulaire pour l'élaboration des prévisions des dépenses en capital pour l'exercice 2027 a été signée. Il en est de même de l'arrêté et du manuel des procédures de gestion des investissements publics.	
		Rapports trimestriels sur les travaux de la Commission de Gestion des Investissements Publics (GIP)	Nombre de réunions de la Commission de Gestion des Investissements Publics (GIP) ; Taux d'exécution de la feuille de route de la Commission GIP	Cabinet DPB							
		Notes de cadrage macro-économique	Taux d'investissements publics par rapport au PIB	DEME		Un taux d'investissements publics d'au moins 5,3%		Données non disponibles	Attendre la fin de l'année 2026	Les investissements publics ont représenté 3,3% du PIB en 2025 contre 3,8% en 2024, soit une baisse de 0,5 point de croissance.	
<b>3.2.2. Opérationnalisation du dispositif de Suivi-évaluation des projets et programmes de développement</b>											
3.2.2.1	Suivre et évaluer les projets et programmes d'investissement	Suivre et évaluer les projets et programmes d'investissement Rapports synthèses de suivi-évaluation ; Cartographie des projets et programmes	Nombre de Rapports synthèses de suivi-évaluation de l'exécution physique et financière des dépenses en capital, Taux des programmes et projets suivis et évalués, Cartographie des projets et programmes	DCS DI		1 Rapport synthèse de suivi-évaluation ; 100% des programmes et projets suivis et évalués	0% de réalisation.	Manque de financement des missions de suivi-évaluation des investissements publics	Décasser les fonds		

N°	REFORMES / PROJETS CLES	LIVRABLES ATTENDUS	INDICATEURS CLES DE SUIVI	SERVICES RESPON-SABLES	ECHANCES EN 2026	CIBLES FIN ANNEE 2026	TAUX DE REALISATION EN 2026	RESULTATS OBTE-NUS/ JUSTIFICATION DES ECARTS	SOLUTION AUX ECARTS	DESCRIPTION DES ACTIVITES REALISEES	OBSERVA-TIONS
<b>Objectif spécifique 3.3 : Assainir le climat des affaires et promotion des investissements</b>											
<b>3.3.1. Accélération des réformes pour stimuler l'investissement privé</b>											
3.3.1.1	Initier des réformes pour stimuler l'investissement privé	Rapports des ateliers d'élaboration des feuilles de route des réformes et de renforcement des capacités des membres des cellules provinciales	Nombre de provinces accompagnées dans l'élaboration des Feuilles de route de réformes,	ANAPI		4 provinces, reste de 2025 pour élaborer les feuilles de route des réformes	25% de réalisation.	Processus en cours ; 1 province, Tanganyika, a élaboré sa feuille de route des réformes ; Programme arrêté pour couvrir les 3 provinces qui restent.	Poursuivre le processus pour les 3 provinces qui restent	La province du Tanganyika a élaboré sa feuille de route des réformes. Il y a eu aussi la signature par le Gouverneur de l'arrêté portant création de la Cellule du climat des affaires dans le Tanganyika et désignation des membres. Il est question de redynamiser les cellules provinciales du climat des affaires, de renforcer les capacités des membres des dites cellules et de continuer à élaborer les feuilles de route des réformes.	Il y a nécessité d'accompagner les provinces dans la mise en œuvre des feuilles de route et assurer le suivi et l'évaluation des performances
		Notes de cadrage macro-économique	Taux de croissance des investissements privés	DEME				Données non disponibles	Attendre la fin de l'année 2026		
3.3.1.2	Revisiter le Code des Investissements et élaborer les Politiques nationales du Climat des Affaires et des Investissements en RDC	Rapports de séances de restitution et d'harmonisation avec le Cabinet YOUNAN ; Rapports de séances en interne avec les experts ; Tableau d'évolution des travaux	Nombre de documents de politiques publiques en matière du climat des affaires et de promotion des investissements (Code des investissements révisé ; Document de Politique Nationale des Investissements et Document de Politique Nationale du climat des affaires)	ANAPI		3 documents	50% de réalisation.	- Draft de l'Avant-projet du Code des investissements finalisé et validé par les parties prenantes ; - Vision, axes stratégiques et actions définis des documents de politiques publiques du climat des affaires et de promotion des investissements ; - Conflit d'agenda avec les parties prenantes ;  - Mobilité parfois difficile pour rejoindre certaines provinces.	Mettre en place des équipes techniques en interne et associer des experts externes pour venir en appui aux consultants en vue de collecter les données et informations nécessaires.	Poursuivre et finaliser les processus de révision du Code des investissements ;  Accompagner l'élaboration des documents de politique du climat des affaires et de promotion des investissements.	Intégration des contributions des parties prenantes avant transmission de l'Avant-projet au Ministre d'Etat, Ministre en charge du Plan ;  Travaux en cours de développement des documents de politique du climat des affaires et de promotion des investissements



N°	REFORMES / PROJETS CLES	LIVRABLES ATTENDUS	INDICATEURS CLES DE SUIVI	SERVICES RESPONSABLES	ECHEANCES EN 2026	CIBLES FIN ANNEE 2026	TAUX DE REALISATION EN 2026	RESULTATS OBTE- NUS/ JUSTIFICATION DES ECARTS	SOLUTION AUX ECARTS	DESCRIPTION DES ACTIVITES REALISEES	OBSERVA- TIONS
<b>3.3.2. Mise en œuvre de la matrice des réformes</b>											
3.3.2.1	Suivre la mise en œuvre de la matrice des réformes	Rapports de missions de suivi	Nombre de missions de suivi, Taux d'exécution des assignations	ANAPI			0% de réalisation.	Aucune activité réalisée ; Budget limité et insuffisant pour implémenter certaines ré-formes	Poursuivre les missions de suivi	Accompagner les Ministères réformateurs dans la mise en œuvre de leurs assignations respectives ;  Organiser la retraite du groupe d'experts sectoriels sur l'évaluation et la mise à jour de la Feuille de route gouvernementale du climat des affaires.	
<b>3.3.3. Promotion des investissements et agrément des projets</b>											
3.3.3.1	Agréer les projets aux avantages du Code des Investissements	PV de réunions du Conseil d'agrément et des séances d'harmonisation	Nombre de projets d'investissement privés agréés	ANAPI		Au moins 75 projets d'investissements privés agréés	24% de réalisation.	18 projets agréés et 5 requêtes acceptées, pour un coût de 2,79 milliards USD avec un potentiel de création de 4.628 emplois	Poursuivre l'examen des projets et requêtes soumis par les opéra-teurs écono-miques et programmer les réunions du Conseil d'Agrément	Lenteur de signature et cumul des arrêtés interministériels	
3.3.3.2	Promouvoir les investissements privés	Rapports des forums et missions de campagnes de promotion	Nombre de campagnes de promotion menées	ANAPI		Au moins 12 campagnes de promo-tion menées	25% de réalisation.	3 missions de promotion dont : - RDC : 2 - Afrique : 1		En RDC - Mission Economique RDC - Afrique du Sud - Forum d'affaires Japon - RDC	
										En Afrique Forum d'investissement du COMESA à Nairobi	
<b>Objectif spécifique 3.4 : Promouvoir les partenariats pour le financement du développement</b>											
<b>3.4.1. Promotion des Partenariats Publics-Privés</b>											
3.4.1.1	Réviser les Cadres légal et réglementaire régissant le secteur des PPP	Rapport du Consultant; Loi PPP révisée ; Textes réglementaires signés	- Loi PPP révisée et promulguée ; - Nombre de textes réglementaires signés	UC-PPP		- Loi PPP révisée et promulguée; - Au moins 3 textes réglementaires signés	60% de réalisation.	Travaux en cours		Les ateliers de présentation du projet de texte ont été organisés à toutes les parties prenantes par le Consultant recruté à cet effet	

N°	REFORMES / PROJETS CLES	LIVRABLES ATTENDUS	INDICATEURS CLES DE SUIVI	SERVICES RESPON-SABLES	ECHANCES EN 2026	CIBLES FIN ANNEE 2026	TAUX DE REALISATION EN 2026	RESULTATS OBTE-NUS/ JUSTIFICATION DES ECARTS	SOLUTION AUX ECARTS	DESCRIPTION DES ACTIVITES REALISEES	OBSERVA-TIONS
3.4.1.2	Mettre en place les cadres stra-tégique et opé-rationnel de PPP	Portefeuille de projets prioritaires	- Nombre de projets priori-taires en PPP répertoriés	UC-PPP		Au moins 14 projets	<b>100%</b> de réalisation.	40 projets prioritaires en PPP ont été répertoriés. Certains projets nécessitent une mise à jour des études	Mobiliser des fonds pour les études de faisabilité	Ce portefeuille constitue un premier travail des projets prioritaires identifiés pour être financés sous format PPP.	
		Documents de stratégie PPP	- Nombre de Documents de stratégie élaborés	UC-PPP		2 Documents élaborés	<b>0%</b> de réalisation.	Aucune activité menée	Accélérer les travaux		
<b>3.4.2. Suivi des Partenariats en faveur des investissements en RDC</b>											
3.4.2.1	Suivre les engagements des partenaires en faveur des investissements en RDC	Rapports de suivi-évaluation ; Listes des projets priorités	Nombre de Rapports de suivi-évaluation ; Listes des projets priorités	UC-PPP DPB DI DCRE DEME							
<b>3.4.3. Renforcement de la coordination, de la mobilisation, de la gestion, de l'efficacité et du suivi des financements extérieurs</b>											
3.4.3.1	Suivre et évaluer les projets et programmes mis en œuvre par les partenaires bilaté-raux, multilaté-raux ainsi que des organisations non gouverne-mentales (ONG)	Rapports des missions de suivi des projets auprès des ONG.	- Nombre de projets et pro-grammes suivis et évalués - Nombre d'ONG suivies	DCRE		50 projets suivis et évalués	<b>30%</b> de réalisation.	15 projets suivis et évalués, couvrant le premier trimestre de l'année 2026 ; Retard connu par les partenaires et les fournisseurs locaux.	Demander aux ONG d'exiger de leurs fournisseurs et de leurs partenaires l'exécution correcte de leurs obligations dans le délai prescrit.	Les ONG suivantes ont été suivies : AVSI pour les projets Edukas Kasai central et SUIDAC; ONG COOPI, pour les projets Réparations collectives, Réponse d'urgence à la crise nutritionnelle chez les enfants de moins de 5 ans des Zones de Santé d'Adi, Biringi, Laybo, Logo et Rimba dans la province de l'Ituri ; Assistance multisectorielle d'urgence intégrée, réponse RRM dans la Province de l'Ituri et la Province du Nord-Kivu et Sud-Kivu, Stabilisation et relèvement de l'Est de la RDC, axé sur la prévention des violences basées sur le genre ; Renforcement de la résilience des populations affectées par l'insécurité alimentaire et la nutrition dans la province de l'Ituri ;	Une prolongation a été accordée, notamment à l'ONG AVSI.



N°	REFORMES / PROJETS CLES	LIVRABLES ATTENDUS	INDICATEURS CLES DE SUIVI	SERVICES RESPONSABLES	ECHÉANCES EN 2026	CIBLES FIN ANNEE 2026	TAUX DE REALISATION EN 2026	RESULTATS OBTENUS/ JUSTIFICATION DES ECARTS	SOLUTION AUX ECARTS	DESCRIPTION DES ACTIVITES REALISEES	OBSERVATIONS
										<p>ONG Acted : Amélioration de la situation d'urgence nutritionnelle et de la sécurité alimentaires des populations vulnérables dans la province du Tanganyika, Assistance multisectorielle pour les zones touchées par la crise dans l'Est de la RDC, Redynamisation du circuit de production, de transformation et de commercialisation des groupements de Moni et de Kasanga Mtoa en province du Tanganyika, renforcement de la résilience et la protection des populations vulnérables vivant dans les zones touchées par le conflit dans l'Est de la RDC, Amélioration de la situation d'urgence nutritionnelle et de la sécurité alimentaire des populations vulnérables dans la province du Tanganyika ;</p> <p>ONG CIP/ICAP :</p> <p>Maîtrise et maintien de l'épidémie du VIH grâce à des services complets de prévention de prise en charge et de traitement du VIH/sida dans la province du Haut Katanga, Renforcement de capacité du Ministère de la santé en matière d'information stratégique pour la prévention, la prise en charge et le traitement du VIH/sida en RDC, Protéger et améliorer la santé à l'échelle mondiale : développer et renforcer l'impact, les systèmes, les capacités et la sécurité en matière de santé publique, enquêtes démographiques axées sur le VIH en RDC soutenu dans le cadre du plan présidentiel d'aide d'urgence à la lutte contre le sida</p>	

N°	REFORMES / PROJETS CLES	LIVRABLES ATTENDUS	INDICATEURS CLES DE SUIVI	SERVICES RESPON-SABLES	ECHEANCES EN 2026	CIBLES FIN ANNEE 2026	TAUX DE REALISATION EN 2026	RESULTATS OBTE-NUS/ JUSTIFICATION DES ECARTS	SOLUTION AUX ECARTS	DESCRIPTION DES ACTIVITES REALISEES	OBSERVA-TIONS
										<p>Distribution d'urgence, Aide alimentaires conditionnelle (cash Work), Distribution des Kits d'Hygiène, distribution d'outils aratoires et intrants agricoles ;.</p> <p>Assistance alimentaire, relance agricole, formations CEP, Cash Work, suivi phytosanitaire, formation aux questions de genre, formation nutrition</p> <p>Renforcement de capacité, lien entre institutions locales et société civile, soutien financier en cascade à des initiatives locales.</p> <p>Rétablissement/ protection des moyens de subsistances, distribution de rations de protection, sensibilisation sur les pratiques alimentaires, la nutrition et le genre, construction et réhabilitation d'infrastructures sanitaires dans 7 zones de santé</p> <p>Prise en charge de cas e malnutrition, distribution de ration de protection, réhabilitation EHA dans des centres de santé, distribution des Kits maraichers</p>	
		- Cartographie de l'aide au développement des parte-naires bilaté-raux et multi-latéraux, - Cartographie des interven-tions des ONG (ASBL et EUP)	- Cartographie de l'aide au développement des partenaires bilatéraux et multilatéraux, - Cartographie des interventions des ONG (ASBL et EUP)	DCRE PGAI		- 1 Cartographie de l'aide au développement des partenaires bilatéraux et multilatéraux, - 1 Cartographie des interventions des ONG (ASBL et EUP)	20% de réalisation.	Elaboration du fichier des ONG en cours.	Accélérer les travaux, en vue de numériser le secteur des ONG	La procédure suivie par les ONG pour leur enregistrement et pour l'obtention des Arrêtés interministériels est longue et lourde. Elle nécessite d'être simplifiée par la numérisation du secteur.	



N°	REFORMES / PROJETS CLES	LIVRABLES ATTENDUS	INDICATEURS CLES DE SUIVI	SERVICES RESPONSABLES	ECHEANCES EN 2026	CIBLES FIN ANNEE 2026	TAUX DE REALISATION EN 2026	RESULTATS OBTENUS/ JUSTIFICATION DES ECARTS	SOLUTION AUX ECARTS	DESCRIPTION DES ACTIVITES REALISEES	OBSERVATIONS
3.4.3.2	Renforcer l'efficacité des interventions des partenaires bilatéraux, multilatéraux ainsi que des organisations non gouvernementales	- Rapport sur le dialogue d'actions (5ème phase du cycle de suivi du Partenariat Mondial pour une coopération efficace au service du développement) - Plan d'Actions de la Politique Nationale de l'Aide (PNA) - Décret mettant en place le Cadre de Coordination et d'Orientation de l'Aide au Développement (CCOAD)	- Rapport sur le dialogue d'actions (5ème phase du cycle de suivi du Partenariat Mondial pour une coopération efficace au service du développement) - Plan d'Actions de la Politique Nationale de l'Aide (PNA) élaboré et validé - Décret mettant en place le Cadre de Coordination et d'Orientation de l'Aide au Développement (CCOAD) dans le cadre de la PNA signé et publié	DCRE	Fin juin 2026	- 1 Rapport sur le dialogue d'actions (5ème phase du cycle de suivi du Partenariat Mondial pour une coopération efficace au service du développement) - 1 Plan d'Actions de la PNA élaboré et validé - 1 Décret mettant en place le CCOAD signé et publié	0% de réalisation.	Aucune activité menée au 1er trimestre 2026.	En attente de : - Démarrage de la 5ème phase du cycle de suivi du Partenariat Mondial pour une coopération efficace au service du développement ; - Financement pour l'élaboration et validation du Plan d'Actions de la PNA ; - Signature du Décret mettant en place le CCOAD.		
			-Taux d'alignement des projets et programmes des partenaires au développement	DCRE	Fin décembre 2026	- 100% des projets et programmes des partenaires au développement alignés aux priorités nationales		En attente d'évaluation			Le principe est que l'ensemble des projets des partenaires s'aligne aux priorités nationales.
3.4.3.3	Participer aux rencontres régionales et internationales sur le développement	Rapports de missions	Nombre de participations aux rencontres régionales et internationales sur le développement	Cabinet DCRE	Fin décembre 2026	Au moins 6 rencontres	50% de réalisation.	Participation à 3 rencontres	- Participation à l'Abu Dhabi Sustainability Week 2026 à Abu Dhabi (Émirats arabes unis), aux côtés de la Première Ministre, ayant permis de promouvoir la vision de la RDC comme « pays-solution » face aux défis climatiques mondiaux.		

N°	REFORMES / PROJETS CLES	LIVRABLES ATTENDUS	INDICATEURS CLES DE SUIVI	SERVICES RESPON-SABLES	ECHANCES EN 2026	CIBLES FIN ANNEE 2026	TAUX DE REALISATION EN 2026	RESULTATS OBTE-NUS/ JUSTIFICATION DES ECARTS	SOLUTION AUX ECARTS	DESCRIPTION DES ACTIVITES REALISEES	OBSERVA-TIONS
										- Conduite d'une mission de haut niveau à Abidjan ayant abouti à la consolidation d'un partenariat stratégique entre la RDC et la Côte d'Ivoire en matière de recensement de la population. - Représentation de la RDC à la 59 <sup>e</sup> Session de la Commission de la Population et du Développement des Nations Unies à New York.	
3.4.3.4	Organiser les tables rondes (ou conférences) des investisseurs et des bailleurs de fonds, ainsi que des fora de coopération bilatérale avec les pays partenaires importants.	Rapports d'activités ; Note Circulaire (ou Arrêté) portant modification de la Note circulaire n°003 /CAB/ MIN/PL.SMRM/ COFA.2013	Nombre de tables rondes (conférences) des investisseurs, bailleurs de fonds et autres PTF organisées	Cabinet DCRE INS CTSP		4 Tables rondes (conférences) organisées	35% de réalisation.	De 4 tables rondes prévues en 2026, une seule est organisée : la table ronde de bail-leurs de fonds pour le RGPH2.		Une Table ronde de bailleurs des fonds, organisée le 23 mars 2026 par le Ministère du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement et présidée par le Chef de l'Etat, a permis au Gouver-nement de la République de mobiliser près de 200 millions USD pour le RGPH2, sur un montant de 192 millions USD initialement prévu. Ce financement est sécu-risé par plusieurs partenaires techniques et financiers (Banque Mondiale, BAD, UNFPA, UNICEF et autres).	
								Une Table ronde sur le PDL-145T est en cours de préparation.	Accélérer la préparation.		
								Une Table ronde des ONG est aussi en cours de préparation.	Accélérer la préparation	Sur le plan du développement, les ONG constituent un partenaire privilégié du Gouvernement surtout en milieu rural.	



N°	REFORMES / PROJETS CLES	LIVRABLES ATTENDUS	INDICATEURS CLES DE SUIVI	SERVICES RESPONSABLES	ECHEANCES EN 2026	CIBLES FIN ANNEE 2026	TAUX DE REALISATION EN 2026	RESULTATS OBTE-NUS/ JUSTIFICATION DES ECARTS	SOLUTION AUX ECARTS	DESCRIPTION DES ACTIVITES REALISEES	OBSERVATIONS
										<p>Cependant, ce secteur accuse plusieurs faiblesses et dysfonctionnements qui nécessitent des réformes de fond, discutées contradictoirement entre le Gouvernement et les ONG, afin de dégager des solutions idoines aux préoccupations des deux partenaires. La table Ronde des ONG est le cadre indiqué pour ce faire. Une Note technique est élaborée, accompagnée des TDR et affiche publicitaire.</p> <p>La note circulaire n°003/CAB/ MIN/PL.SMRM/ COFA.2013, actuellement en application est à la fois laconique et obsolète.</p>	
										<p>Elle se borne à énumérer la liste des documents que les ONG doivent présenter pour bénéficier de l'exonération, sans aucun autre critère. De même, l'évaluation des ONG telle qu'organisée à ce jour se révèle inefficace. La note circulaire nécessite impérativement d'être modifiée sinon abrogée et remplacée par une norme efficace, afin d'un usage judicieux de l'exonération en faveur des ONG et d'une lutte contre l'évasion fiscale et la fraude douanière dans ce secteur.</p> <p>Un texte martyr du Projet de note circulaire est en cours d'élaboration.</p>	
								Une Conférence des investisseurs et bailleurs de fonds pour le financement du PIP et PNSD est aussi en cours de préparation.	Accélérer la préparation.		

N°	REFORMES / PROJETS CLES	LIVRABLES ATTENDUS	INDICATEURS CLES DE SUIVI	SERVICES RESPON-SABLES	ECHANCES EN 2026	CIBLES FIN ANNEE 2026	TAUX DE REALISATION EN 2026	RESULTATS OBTE-NUS/ JUSTIFICATION DES ECARTS	SOLUTION AUX ECARTS	DESCRIPTION DES ACTIVITES REALISEES	OBSERVA-TIONS
<b>Objectif spécifique 3.5 : Coordonner la mise en œuvre et le suivi-évaluation du PDL 145T</b>											
<b>3.5.1. Amélioration de l'accès des populations de 145 Territoires aux infrastructures et services socioéconomiques de base</b>											
3.5.1.1	Construire, réhabiliter, équiper et rendre fonctionnelles les écoles.	Rapports d'études ; PV de remise des ouvrages ; Rapports de Missions de contrôle ; Contrats signés.	Nombre d'écoles achevées (construites et équipées) ; Nombre d'écoles livrées	CTSP		580 écoles à achever en 2026 sur 1198 prévues pour la première édition du PDL-145T.				L'année 2025 s'est clôturée avec quelques difficultés, à savoir : Financement non encore achevé pour BCeCO ; inaccessibilité de certains sites retenus ; faible efficacité de certaines entreprises ayant gagné le marché ; des centres de santé doivent être équipés par le Ministère en charge de la Santé ; problème d'eau dans les écoles construites.	Libérer 26 millions USD en faveur du BCeCO ; Financer la réhabilitation des routes de desserte agricole ; Mesures déjà prises pour les entreprises défaillantes ; Réunion de concertation avec les agences d'exécution et les services de l'Etat pour le suivi des entreprises défaillantes ;
											Financer l'équipement des centres de santé à travers le Ministère en charge de la Santé ; Financer l'adduction d'eau dans les écoles Problème d'eau dans les écoles construites.
3.5.1.2	Construire, réhabiliter, équiper et rendre fonctionnelles les infrastructures sanitaires.	Rapports d'études ; PV de remise des ouvrages ; Rapports de Missions de contrôle ; Contrats signés.	Nombre de centres de santé achevés (construits) ; Nombre de centres de santé livrés	CTSP		447 centres de santé à achever en 2026 sur 787 prévus pour la première édition du PDL-145T.					



N°	REFORMES / PROJETS CLES	LIVRABLES ATTENDUS	INDICATEURS CLES DE SUIVI	SERVICES RESPON-SABLES	ECHEANCES EN 2026	CIBLES FIN ANNEE 2026	TAUX DE REALISATION EN 2026	RESULTATS OBTENUS/ JUSTIFICATION DES ECARTS	SOLUTION AUX ECARTS	DESCRIPTION DES ACTIVITES REALISEES	OBSERVATIONS
3.5.1.3	Construire et équiper les bâtiments administratifs des territoires.	Rapports d'études ; PV de remise des ouvrages ; Rapports de Missions de contrôle ; Contrats signés.	Nombre de bâtiments administratifs des territoires achevés (construits et équipés) ; Nombre de bâtiments administratifs des territoires livrés	CTSP		72 bâtiments administratifs à achever en 2026 sur 145 prévus pour la première édition du PDL-145T.					
3.5.1.4	Réhabiliter, entretenir et opérationnaliser les routes de desserte agricole.	Rapports d'études ; PV de remise des ouvrages ; Rapports de Missions de contrôle ; Contrats signés.	Linéaire de km de routes de desserte agricole réhabilitées	CTSP		40479 km	0% de réalisation des travaux. 0 km sur 40479 prévus.	En attente de financement pour les études et l'exécution des travaux.	Actualiser les études de faisabilité ; Mobiliser le financement pour les études et l'exécution des travaux.	CTSP	
3.5.1.5	Construire et réhabiliter les ouvrages d'art.	Rapports d'études ; PV de remise des ouvrages ; Rapports de Missions de contrôle ; Contrats signés.	Nombre d'ouvrages d'art construits	CTSP		444	0% de réalisation. 0 ouvrage d'arts sur 444 prévus.	En attente de financement pour les études et l'exécution des travaux.	Mobiliser le financement pour les études et l'exécution des travaux.		
3.5.1.6	Construire des mini-centrales solaires photovoltaïques.	Rapports d'études ; PV de remise des ouvrages ; Rapports de Missions de contrôle ; Contrats signés.	Nombre de mini-centrales solaires photovoltaïques construites	CTSP		418	0% de réalisation. 0 mini-centrale sur 418 prévues.	En attente de financement pour les études et l'exécution des travaux.	Mobiliser le financement pour les études et l'exécution des travaux.		
3.5.1.7	Eclairer les routes par des lampadaires.	Rapports d'études ; PV de remise des ouvrages ; Rapports de Missions de contrôle ; Contrats signés.	Linéaire de km de routes éclairés par des lampadaires	CTSP		471 km	0% de réalisation. 0 km sur 471 prévus.	En attente de financement pour les études et l'exécution des travaux.	Mobiliser le financement pour les études et l'exécution des travaux.		
3.5.1.8	Construire des forages d'adduction d'eau / bornes fontaines.	Rapports d'études ; PV de remise des ouvrages ; Rapports de Missions de contrôle ; Contrats signés.	Nombre de forages construits ; Nombre de ménages alimentés en eau	CTSP		3071	0% de réalisation. 0 forage sur 3071 prévus. 0 ménage sur 2,5 millions prévus.	En attente de financement pour les études et l'exécution des travaux.	Mobiliser le financement pour les études et l'exécution des travaux.		

N°	REFORMES / PROJETS CLES	LIVRABLES ATTENDUS	INDICATEURS CLES DE SUIVI	SERVICES RESPON-SABLES	ECHANCES EN 2026	CIBLES FIN ANNEE 2026	TAUX DE REALISATION EN 2026	RESULTATS OBTE-NUS/ JUSTIFICATION DES ECARTS	SOLUTION AUX ECARTS	DESCRIPTION DES ACTIVITES REALISEES	OBSERVA-TIONS
3.5.1.9	Aménager des sources d'eau.	Rapports d'études ; PV de remise des ouvrages ; Rapports de Missions de contrôle ; Contrats signés.	Nombre de sources d'eau aména-gées	CTSP		447	0% de réalisation. 0 source sur 447 prévues	En attente de financement pour les études et l'exécution des travaux.	Mobiliser le financement pour les études et l'exécution des travaux.		
3.5.1.10	Construire et équiper les bâtiments administratifs des secteurs.	Rapports d'études ; PV de remise des ouvrages ; Rapports de Missions de contrôle ; Contrats signés.	Nombre de bâtiments administratifs des secteurs achevés (cons-truits et équi-pés) ; Nombre de bâtiments administratifs des secteurs livrés	CTSP		636	0% de réalisation. 0 bâtiment administratif pour les secteurs sur 636 prévus.	En attente de financement pour les études et l'exécution des travaux.	Mobiliser le financement pour les études et l'exécution des travaux.		
3.5.1.11	Construire et équiper les logements pour le staff dirigeant du territoire.	Rapports d'études ; PV de remise des ouvrages ; Rapports de Missions de contrôle ; Contrats signés.	Nombre de logements achevés (construits et équipés) ; Nombre de logements livrés	CTSP		1450	0% de réalisation. 0 logement sur 1450 prévus.	En attente de financement pour les études et l'exécution des travaux.	Mobiliser le financement pour les études et l'exécution des travaux.		
3.5.1.12	Construire et rendre fonctionnels les marchés avec espaces à vivre.	Rapports d'études ; PV de remise des ouvrages ; Rapports de Missions de contrôle ; Contrats signés.	Nombre de marchés avec espaces à vivre construits et opérationnels	CTSP		283	0% de réalisation. 0 marché sur 283 prévus.	En attente de financement pour les études et l'exécution des travaux.	Mobiliser le financement pour les études et l'exécution des travaux.		
<b>3.5.2. Revitalisation/redynamisation des économies des Territoires ruraux</b>											
3.5.2.1	Structurer et professionnaliser les producteurs (ménages) agricoles locaux.	Rapports d'études ; Rapports d'activités ; Rapports de Missions de contrôle.	Nombre de ménages professionnalisés	CTSP		500000	0% de réalisation. 0 ménage sur 500000 prévus.	En attente de financement pour les études et l'exécution des travaux.	Mobiliser le financement pour les études et l'exécution des travaux.		
3.5.2.2	Créer et redynamiser les structures des producteurs agricoles.	Rapports d'études ; Rapports d'activités ; Rapports de Missions de contrôle.	Nombre de structures communautaires et accompagnement des producteurs agricoles créées/redynamisées ; Nombre de coopératives/ Groupements d'Intérêt Economique (GIE) mis en place	CTSP		290 structures communautaires ; 2170 coopératives/ Groupements d'Intérêt Economique sur 2170 prévus.	0% de réalisation. 0 structure communautaire d'encadrement et accompagnement des producteurs agricoles sur 290 prévues. 0 coopérative/ GIE sur 2170 prévus.	En attente de financement pour les études et l'exécution des travaux.	Mobiliser le financement pour les études et l'exécution des travaux.		



N°	REFORMES / PROJETS CLES	LIVRABLES ATTENDUS	INDICATEURS CLES DE SUIVI	SERVICES RESPONSABLES	ECHEANCES EN 2026	CIBLES FIN ANNEE 2026	TAUX DE REALISATION EN 2026	RESULTATS OBTE-NUS/ JUSTIFICATION DES ECARTS	SOLUTION AUX ECARTS	DESCRIPTION DES ACTIVITES REALISEES	OBSERVA-TIONS
3.5.2.3	Acquérir des équipements de production, de traitement et de transformation et les mettre à disposition des producteurs agricoles locaux, structurés et professionnalisés.	Rapports d'études ; Rapports d'activités ; Rapports de Missions de contrôle ; Contrats signés.	Nombre de tricycles motorisés	CTSP		12500 tricycles motorisés ; 43000 ha aménagés.	<b>0%</b> de réalisation ; <b>0 tricycle</b> sur 12500 prévus.	En attente de financement pour les études et l'exécution des travaux.	Mobiliser le financement pour les études et l'exécution des travaux.		
			Nombre d'ha aménagés. Nombre d'unités de transformation de produits acquises			4340 unités de transformation acquises.	<b>0 ha</b> aménagé sur 43000 prévus. <b>0 unité</b> de transformation sur 4340 prévues.				
3.5.2.4	Acquérir et distribuer des intrants et se-mences agri-coles aux producteurs locaux structurés et professionnalisés.	Rapports d'études ; Rapports d'activités ; Rapports de Missions de contrôle ; Contrats signés.	Quantité de tonne d'intrants/ semences acquise et distribuée aux producteurs locaux	CTSP		500000 tonnes d'intrants/ semences acquises et distribuées	<b>0%</b> de réalisation. <b>0 tonne</b> d'intrants/ semences sur 500000 prévues.	En attente de financement pour les études et l'exécution des travaux.	Mobiliser des res-sources auprès de CAFI pour le démarrage	Réunion de comité technique organisé avec les agences d'exécution pour l'avancement des travaux 45 M du partenaire et 10 M en attente du gouvernement	
<b>3.5.3. Coordination de la mise en œuvre et du suivi évaluation du PDL 145T</b>											
3.5.3.1	Renforcer les capacités de gestion du développement local des acteurs étatiques territoriaux et communautaires	Rapports d'études ; Rapports d'activités ; Rapports de Missions de contrôle ; Contrats signés.	Nombre de structures communautaires d'encadrement et accompagnement des producteurs agricoles renforcées ; Nombre de modules de formation en gestion des infrastructures	CTSP		290 structures communautaires ; 5 modules de formation en gestion des infrastructures (eau, électricité, route, bâtiment, et marché-espace à vivre)	<b>0%</b> de réalisation. <b>0 structure</b> communautaire formée sur 290 pré-vues. <b>0 modules</b> de formation en gestion des infrastructures sur 5 prévus.	En attente de financement pour les études et l'exécution des travaux.	Mobiliser le financement pour les études et l'exécution des travaux.		

N°	REFORMES / PROJETS CLES	LIVRABLES ATTENDUS	INDICATEURS CLES DE SUIVI	SERVICES RESPON-SABLES	ECHEANCES EN 2026	CIBLES FIN ANNEE 2026	TAUX DE REALISATION EN 2026	RESULTATS OBTE-NUS/ JUSTIFICATION DES ECARTS	SOLUTION AUX ECARTS	DESCRIPTION DES ACTIVITES REALISEES	OBSERVA-TIONS
3.5.3.2	Développer et rendre opérationnel un système d'information géoréférencé inte-ropérable de suivi	Rapports d'études ; Rapports d'activités ; Rapports de Missions de contrôle ; Contrats signés.	Système de suivi géoréférencé mis en place et opérationnel	CTSP	Nombre de rapports d'exécution du PDL-145T	1 Système de suivi géoréférencé mis en place et opérationnel	0% de réalisation.	En attente de financement pour les études et l'exécution des travaux.  Des discussions avec un consultant pour la plateforme de suivi et évaluation de cette composante en cours avec l'ADN.	Poursuivre les discussions avec l'ADN.		
	Suivre et évaluer la mise en œuvre du Programme de Développement Local des 145 Territoires (PDL-145T)	Rapports de revues	Nombre de revues du PDL-145T	CTSP		1	0% de réalisation.	Activité en cours de préparation.	Accélérer la préparation de la revue		
		Rapports de missions de suivi et de vulgarisation	Nombre de missions de suivi et de vulgarisation	CTSP		Au moins 12 missions de suivi et de vulgarisation	25% de réalisation.	3 missions de suivi et de vulgarisation effectuées au 1 <sup>er</sup> trimestre 2026.		Sous la supervision du Ministre du Plan et de la CAD, et avec la collaboration des AEP concernées, 3 missions de terrain ont été effectuées au premier trimestre 2026, pour le suivi des travaux du PDL-145T :	
										-1 mission dans la province de la Mongala du 31 janvier au 05 février 2026, avec le PNUD ; -1 mission dans la province du Sud-Ubangi du 07 au 08 mars 2026, avec la CFEF ; -1 mission dans la province du Kwilu le 26 mars 2026, avec la CFEF, en marge de la 13 <sup>ème</sup> Conférence des Gouverneurs de province.	
		PV de réunions	Nombre de réunions du CONA	CTSP		4	0% de réalisation.	Aucune réunion organisée ; Activité en cours de préparation ; conflit d'agenda.	Accélérer la préparation de la première réunion.		
		Rapports trimestriels d'activités	Rapports d'exécution du PDL-145T	CTSP		4	25% de réalisation.	1 seul rapport finalisé, celui du 1 <sup>er</sup> trimestre 2026.		Le rapport du premier trimestre 2026 est disponible en format synthèse.	



# Annexe : Directions organiques, cellules d'appui et structures sous-tutelle

## 1. Directions Organiques et cellules d'appui

### Directions et cellules d'appui à la gestion :

- Direction des Ressources Humaines (DRH) ;
- Direction Administrative et Financière (DAF) ;
- Direction d'Etudes et Planification (DEP) ;
- Direction des Archives et Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (DANTIC).

### Cellules d'appui à la gestion :

- Cellule Technique d'Appui (CTA) ;
- Cellule de Gestion des Projets et des Marchés Publics (CGPMP) ;
- Secrétariat Administratif (Division Unique).

### Directions de synthèse :

- Direction des Etudes Macroéconomiques (DEME) ;
- Direction de Programmation et Budgétisation (DPB) ;
- Direction de la Planification Régionale (DPR) ;
- Direction de Contrôle et Suivi (DCS) ;
- Direction de la Banque Intégrée des Projets (DBIP) ;
- Direction de la Coordination des Structures d'Etudes et Planification (COSEP).

### Directions sectorielles :

- Direction des Infrastructures (DI) ;
- Direction des Secteurs Productifs (DSP) ;
- Direction des Secteurs Sociaux (DSS) ;
- Direction de la Population et des Ressources Humaines (DPRH).

### Directions de Coopération et Mobilisation des Ressources Extérieures :

- Direction du Secrétariat des Fonds de Contrepartie (DSFC) ;
- Direction de la Coordination des Ressources Extérieures (DCRE).



## 2. Etablissements publics et autres structures

### Etablissements publics :

- Agence Nationale pour la Promotion des Investissements (ANAPI) ;
- Institut National de la Statistique (INS) ;
- Unité de Conseil et de Coordination du Partenariat Public-Privé (UC-PPP).

### Autres Structures sous-tutelle :

- Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) ;
- Equipe Technique de Coordination des Etudes Nationales Prospectives (ETC-ENP) ;
- Bureau Central de Recensement (BCR), oeuvrant au sein de l'INS ;
- Centre National de Coordination de la Formation au développement (CENACOF) ;
- Secrétariat National pour le Renforcement des Capacités (SENAREC) ;
- Plateforme de Gestion de l'Aide et des Investissements (PGAI) ;
- Secrétariat technique d'Appui à la Coordination des Groupes Thématiques (SACGT) ;
- Observatoire Congolais du Développement Durable (OCDD) ;
- Comité National d'Action de l'Eau, de l'Hygiène et de l'Assainissement (CNAEHA) ;
- Fonds de Solidarité pour la Reconstruction Nationale (FSRN) ;
- Secrétariat National de Volontariat (SNV) ;
- Comité Technique de Suivi du Programme de Développement Local des 145 Territoires (CTSP) ;
- Cadre de renforcement des capacités des structures d'encadrement et de promotion du Secteur Privé et des réseaux des Organisations Féminines de la société civile (CASPOF) ;
- Projet d'Appui au Développement du Secteur Privé et à la Création d'Emploi (PADSP-CE) ;
- Communauté congolaise des Pratiques de la Gestion Axée sur les résultats de développement (COP-RDC).

### Structures interministérielles :

- Comité Permanent de Cadrage Macroéconomique (CPCM) ;
- Secrétariat Technique Permanent du Comité de Conjoncture Economique (STP-CCE) ;
- Commission des Facilités Administratives, Fiscales et Douanières.





# RAPPORT DE SUIVI

## DES ASSIGNATIONS DU MINISTÈRE DU PLAN ET DE LA COORDINATION DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

Janvier, Février et Mars 2026



MINISTÈRE DU PLAN  
ET DE LA COORDINATION DE L'AIDE  
AU DÉVELOPPEMENT

4155, Rue des Coteaux, Petit Pont, Kinshasa - Gombe  
Tél. : +243990055549 • E-mail : [info@plan.gouv.cd](mailto:info@plan.gouv.cd)  
[www.plan.gouv.cd](http://www.plan.gouv.cd)

